



LE CLIMAT VA-T-IL CHANGER LE CAPITALISME ? LA GRANDE MUTATION DU XXI^e SIÈCLE

Sous la direction de Jacques Mistral

Paris, Eyrolles, 2015, 270 pages

LE CLIMAT, À QUEL PRIX ? LA NÉGOCIATION CLIMATIQUE Christian de Perthuis et Raphaël Trotignon

Paris, Odile Jacob, 2015, 152 pages

Engagées voici plus de 25 ans, les négociations internationales sur le changement climatique poursuivent inlassablement un même objectif : coordonner les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 196 pays et empêcher ainsi toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. En dépit de la clarté de ce mandat et d'un large consensus sur la nécessité d'agir au plus vite, c'est sur la question des modalités d'action que les négociateurs restent divisés. La problématique est pourtant bien connue. Archétype du bien public mondial, le climat est en péril car chacun a intérêt à jouer au passager clandestin, retardant ses propres efforts dans l'espoir de percevoir les bénéfices des actions initiées par les plus allants. Pour corriger cette défaillance du marché, les économistes formulent un appel quasi unanime à donner un prix aux dommages causés par les émissions.

La science économique joue ici pleinement son rôle en orientant les décideurs vers l'option qui minimiserait le coût total pour la collectivité. Pourtant, la tarification universelle du carbone est encore une réalité lointaine, les gouvernements privilégiant jusqu'ici des initiatives fragmentées et globalement insuffisantes pour infléchir la trajectoire des émissions de GES. À l'heure de la COP21, il faut donc que l'économie pure laisse place à l'économie politique. Le rôle des économistes n'est alors plus seulement de dessiner les contours d'un modèle optimal de coopération internationale mais de trouver enfin les arguments pratiques qui permettront de vaincre toutes les réticences. Dans cette quête de réalisme, l'ouvrage dirigé par Jacques Mistral, *Le climat va-t-il changer le capitalisme ?*, ainsi que celui de Christian de Perthuis et Raphaël Trotignon, *Le climat, à quel prix ?*, nous offrent des pistes de réflexion particulièrement bienvenues. Alors que le premier explore les mutations économiques, politiques et géopolitiques que la protection du climat est susceptible d'enclencher, le second aborde la question climatique sous un angle plus resserré, se focalisant sur la COP21 et donnant à son lecteur les clés de compréhension de la négociation en cours.

Pour donner la mesure de ce qui est en jeu, Jacques Mistral ouvre son propos par une comparaison audacieuse : le défi climatique devrait induire un changement aussi profond que celui qui avait vu le capitalisme concurrentiel du XIX^e siècle se muer en capitalisme institutionnalisé au XX^e siècle. C'est une nouvelle « grande transformation » qui va s'opérer, dès lors que les acteurs de la vie économique intégreront la contrainte climatique dans leur prise de décision. La retranscription d'un entretien avec l'historien Geoffrey Parker vient d'ailleurs nous rappeler que l'évolution du climat n'a jamais été une variable anecdotique, comme en atteste la concomitance du « petit âge glaciaire » avec les épisodes de guerres, d'épidémies et de famines

qui ont ravagé le monde au xvii^e siècle. Ce prélude historique est une très bonne illustration de ce qui fait la singularité et l'intérêt de cet ouvrage collectif, à savoir la mobilisation d'auteurs de grande renommée dans des domaines très divers, permettant au lecteur de parfaitement saisir l'ampleur des changements en cours.

Entrant dans le vif du sujet, les économistes du climat détaillent l'architecture d'un système mondial de régulation du carbone qui serait juste et efficace, mais aussi suffisamment attractif pour dépasser les égoïsmes nationaux. Jean Tirole appelle d'emblée à renoncer aux vœux pieux et à envisager des systèmes de compensation pour faciliter la prise d'initiative par les pays exposés aux coûts d'abattement les plus élevés. Christian de Perthuis et Pierre-André Jovet défendent eux aussi les mérites de la simplicité, en proposant d'introduire un système de bonus-malus par rapport à un niveau moyen d'émissions par tête, et de compléter ce dispositif par la création d'un marché transcontinental du carbone qui rassemblerait, à son lancement, uniquement les grands émetteurs déjà dotés de systèmes d'échange de quotas. On s'éloigne ici de l'accord idéal pour privilégier la lucidité politique, et finalement accroître nos chances de mettre fin à l'attentisme.

Changeant d'échelle, les contributions suivantes se distinguent par leur ancrage dans les réalités économiques contemporaines. C'est un relevé d'expérience qui nous est ici présenté. Jean-Michel Charpin et Raphaël Contamin pointent par exemple les limites de l'influence des marchés carbone, si d'autres facteurs de coûts sont plus structurants, si d'autres mécanismes interfèrent et enfin, surtout, si le devenir de ces marchés est perçu comme incertain. Pareillement, dans son analyse du processus de transition énergétique, Jean-Marie Chevalier observe que les acteurs économiques locaux se révèlent être de puissants vecteurs de changement, notamment parce que les citoyens manifestent l'envie d'agir sur leur environnement direct, mais aussi parce que les technologies rendent possible une participation plus active des consommateurs. Plus loin, c'est le rôle de l'innovation financière qui est souligné par Anton Brender et Pierre Jacquet, puis par Françoise Benhamou et Fabien Hassan. Leur constat est que l'épargne est abondante, mais qu'il faut construire les canaux qui l'orienteront vers la lutte contre le réchauffement. À défaut d'un système de régulation global et centralisé, peut-être faut-il aussi chercher à accompagner ces évolutions sectorielles et à maximiser leurs effets. Un autre grand intérêt de cet ouvrage est de montrer que le défi climatique se pose dans des termes différents selon les régions du monde et les types d'acteurs. Pierre-Noël Giraud rappelle utilement que la transition énergétique n'est acceptable que si elle vient réduire les inégalités entre pays et au sein des pays. Frédéric Gonand, puis Katherine Schubert et Akiko Suwa-Eisenmann insistent sur le caractère hétérogène des pertes économiques liées au réchauffement. Puisque ce sont les pays pauvres qui seront les plus concernés par les bouleversements climatiques, il faut penser la préservation du climat comme un volet de la lutte contre la pauvreté, et tenter de limiter le surcroît de vulnérabilité que causera le réchauffement. Même dans les pays riches et émergents, les attitudes divergent. Alors que les États-Unis se rallient tardivement à la cause climatique, la Chine avance vers un nouveau modèle de croissance moins énergivore, et l'Europe, longtemps à l'avant-garde, peine à rassembler ses forces dans la transition énergétique. À nouveau, on comprend que l'enjeu climatique est partout structurant, mais qu'il appelle toujours des réponses différenciées.

Face à un sujet aux ramifications aussi nombreuses, formuler des attentes précises vis-à-vis de la COP21 tourne vite au casse-tête. C'est donc, avant tout, un projet didactique qu'entendent mener Christian de Perthuis et Raphaël Trotignon dans leur ouvrage *Le climat, à quel prix ?* Remarquable de clarté et de précision, cet ouvrage se veut une sorte de manuel à l'usage de quiconque voudrait pouvoir juger en connaissance de cause de la réussite ou de l'échec de cette grande conférence.

Aucune question n'est laissée de côté, pas même la plus fondamentale qui est de savoir si nous avons bien intérêt à faire tous les efforts qui nous sont prescrits. Après avoir exposé l'état des connaissances sur la réalité du changement climatique et son lien avec les émissions de GES issues des activités humaines, les auteurs comparent deux hypothèses, une première qui donne raison au Groupe intergouvernemental d'études sur le climat (GIEC), et une seconde qui donne raison aux climato-sceptiques. En mobilisant les outils de l'analyse économique, ils nous enjoignent de minimiser le coût de l'erreur et donc de réduire les émissions de GES dans une logique assurancielle. Les auteurs se refusent aux idées préconçues jusque dans les dernières pages où ils explorent une nouvelle hypothèse, celle que la COP21 ne débouche finalement sur rien. Là encore, c'est pour mieux convaincre le lecteur de l'intérêt d'une solution négociée.

Entre ces deux questions clés, l'ouvrage offre des clarifications opportunes sur les grandes étapes de la négociation depuis la signature de la Convention de Rio en 1992, détaillant les principes clés des différents textes et dressant un bilan de l'efficacité des dispositifs introduits au fil des conférences. C'est au terme de ce bref historique que l'on comprend ce qu'il faut absolument corriger lors de la COP21, et quelles sont les marges de manœuvre.

Comme dans la contribution à l'ouvrage collectif présenté plus haut, Christian de Perthuis et Raphaël Trotignon préconisent un retour aux réalités pratiques. Ils évoquent bien le monde idéal des économistes et décrivent le fonctionnement des différentes variantes de la tarification du carbone, du système d'échange de quotas à la taxe carbone : mais c'est aussi pour souligner leurs difficultés d'application. De leur propre aveu, les économistes ne sont utiles que si leurs propositions ont une certaine probabilité d'être mises en œuvre. Leur conclusion est qu'il faut se concentrer sur l'essentiel, et en particulier le suivi des émissions, les gages de financement et la coalition de pays volontaires pour faire émerger un prix international du carbone.

Subsiste toutefois une question majeure : n'est-il pas déjà trop tard pour que les négociateurs prêtent une oreille attentive aux recommandations des économistes, même si ces derniers font preuve aujourd'hui d'un grand réalisme ? Avec un agenda de négociation qui s'est considérablement alourdi, la COP21 pourrait bien s'arrêter à mi-chemin, ouvrant le chantier de la transition vers l'économie bas-carbone avec un empilement d'engagements sur des fronts multiples, mais sans schéma directeur. Ce serait alors aux acteurs de la vie économique de juger si l'ensemble est crédible et justifie qu'ils se mettent eux-mêmes en ordre de marche. Dans cet exercice de décryptage, la lecture de ces deux ouvrages n'apportera pas de solution clé en main, mais un précieux cadre de pensée.

Carole Mathieu

RELATIONS INTERNATIONALES

QU'EST-CE QU'UNE FRONTIÈRE AUJOURD'HUI ?

Anne-Laure Amilhat Szary
Paris, Presses universitaires de
France, 2015, 164 pages

Loin de disparaître comme certains l'annonçaient dans les années 1990, les frontières semblent au contraire s'affirmer de nouveau : elles se multiplient et des murs s'érigent, signes d'un durcissement des contrôles étatiques. L'actualité récente aux frontières de l'Europe nous rappelle la nécessité de nous interroger sur notre conception de ces espaces : l'ouvrage d'Anne-Laure Amilhat Szary arrive donc à point nommé.

Il s'agit ici d'une tentative réussie de synthèse de différents travaux contemporains sur les transformations des frontières internationales. En 160 pages et quelques titres de partie évocateurs (« La frontière mobile », « La frontière ressource », « La frontière individualisée »), l'auteur démonte, dans un langage simple et clair, quelques préjugés et malentendus, tout en montrant l'importance des frontières pour notre vie quotidienne et la construction de nos systèmes politiques.

Première idée, la linéarité. L'image de la frontière-ligne ressortit à l'approche classique des frontières, issue du droit et des sciences politiques, et qui voit dans les accords de Westphalie le point de départ de la diffusion mondiale du modèle de l'État-nation. Un État territorialisé dont l'existence suppose une délimitation claire et précise : des lignes sur le terrain qui circonscrivent leurs compétences politiques et juridiques, l'espace de leur souveraineté. Certes, cette définition n'est pas obsolète et la

ligne reste une occurrence forte de la frontière, objet de nombreux conflits. Mais l'auteur nous montre aussi d'autres manifestations des frontières, à la fois matérielles et dématérialisées, sous forme de surveillances toujours plus large, ou de bases de données, et dont la forme n'est plus la ligne, mais la zone, le point, le réseau (donnant naissance à la « frontière réticulaire »).

Autre idée, la frontière qui sépare peuples et États serait inadaptée à la globalisation, qui suppose une multiplication et une accélération permanente des flux à l'échelle mondiale. C'est oublier que la frontière est également un lien et une ressource, et qu'elle s'est profondément modifiée au cours des dernières décennies, au point de devenir au contraire un des lieux emblématiques de la mondialisation. Cela se vérifie dans l'essor des politiques transfrontalières, dont l'auteur dresse un panorama général, et qui font de la frontière le cœur d'une nouvelle dynamique d'échange et de développement. Mais l'espace-frontière est aussi un nouveau marché de surveillance, dont les coûts explosent au profit d'une véritable industrie de la frontière – technologies, sociétés de sécurité, etc.

Enfin l'auteur s'interroge sur une frontière qui n'est plus seulement un rapport politique entre les États, mais un rapport social entre les individus. Il montre ainsi une frontière qui individualise les flux toujours plus précisément, au prix d'une disparition partielle des intimités, pour trier le désiré de l'indésirable et exprimer un rapport de force et de domination. Par sa clarté, sa concision, l'ouvrage atteint pleinement son but : présenter sous tous leurs aspects les dynamiques frontalières d'aujourd'hui qui, loin d'être marginales, fondent au contraire nos démocraties et notre citoyenneté.

Amaël Cattaruzza

WAR, STATES AND CONTENTION

Sidney Tarrow

Ithaca, Cornell University Press,
2015, 328 pages

Il faut chaudement recommander cet ouvrage de sociologie comparative et d'actualité. Sidney Tarrow a cherché à comprendre comment les entreprises guerrières des puissances démocratiques affectent les systèmes de conflit socio-politique endogènes et comment certaines de ces mutations, à leur tour, altèrent les définitions dominantes de la citoyenneté et des droits fondamentaux. L'auteur le souligne, sa réflexion doit beaucoup à Charles Tilly («*War Making and State Making as Organized Crime*», 1985), mais lui-même a apporté sa touche propre, en ce sens qu'il désigne les poussées autoritaristes comme des ferments de crise, susceptibles de compromettre durablement la stabilité du régime en place.

La première partie de *War, States and Contention*, qui traite de la France des années 1789-1799, de la guerre de Sécession et de ses suites, ou encore de l'Italie préfasciste, introduit les concepts et hypothèses de base. Avec une attention particulière pour les combinaisons fluctuantes de pouvoir hiérarchique et de pouvoir infrastructurel permettant aux autorités 1) de maximiser la mobilisation des ressources collectives et 2) de neutraliser les forces critiques. Vient ensuite une deuxième partie plus incisive, qui retrace les poussées expansionnistes du *National Security State* nord-américain, de la Première Guerre mondiale à nos jours, et montre en même temps comment l'idéal rationaliste de *rule of law* a été récemment supplanté par un système de *rule by law*, qui revêt toutes sortes d'initiatives antidémocratiques d'un mince badigeon legaliste, censé

tenir lieu de garantie contre les dérives, les lubies et les bavures. Points connexes, l'ouvrage émet des réserves quant aux qualités professionnelles des personnels actuellement en poste dans le complexe cerbéro-industriel, et montre comment les tentatives de rééquilibrage des contre-pouvoirs raisonnés (juristes, ONG...) se heurtent aux réflexes collusoires de la magistrature et des médias américains. Simultanément, l'auteur manifeste une nette réticence à endosser le paradigme simplificateur d'une menace terroriste omniprésente, et son cortège d'étiquettes toutes prêtes, la notion de «*mouvement insurrectionnel transnational*» revenant à plusieurs reprises sous sa plume pour désigner les groupes et factions islamistes.

Une troisième partie, enfin, se penche sur les fuites de crédibilité auxquelles s'expose le modèle d'internationalisme libéral en place depuis la fin des années 1940, du fait de la multiplication des illégalismes motivés par les nécessités de la lutte antiterroriste, façon de dire que les dérives des bureaucraties répressives détruisent le socle normatif qui fondait l'hégémonie américaine. S'agit-il d'un processus irréversible? Sidney Tarrow se veut optimiste. Prenant en exemple les mobilisations dirigées contre les pratiques tortionnaires à grande échelle de l'armée française pendant la guerre d'Algérie, il laisse entendre que la société civile des États-Unis a les moyens de restaurer ses traditions démocratiques et de redorer le blason de l'État, y compris par des initiatives locales, lorsqu'il s'agit de combattre les abus homicides de forces de police sur-militarisées et sur-immunisées. Au bilan, voici un texte dérangeant et stimulant, appuyé sur une masse considérable de lectures de qualité; on aurait peut-être pu souhaiter une réflexion plus poussée sur le

rôle des scandales, désignés en divers points de l'ouvrage comme des outils de contention efficaces.

Jérôme Marchand

**LA GUERRE EN QUESTION. CONFLITS
CONTEMPORAINS, THÉORIE POLITIQUE ET
DÉBATS NORMATIFS**

Sous la direction de Julie Saada
Lyon, Presses universitaires
de Lyon, 2015, 316 pages

La recherche française dans le champ des études sur la guerre dispose sans aucun doute d'une expertise forte et originale sur toutes les questions liées à l'éthique, aux normes et aux liens entre étude des conflits et théorie politique. C'est ce que vient une fois de plus confirmer cet ouvrage collectif qui explore les liens entre l'observation de la guerre dans la multiplicité de ses manifestations empiriques et la manière dont elle est saisie (pour la penser, la critiquer ou la réguler) par des catégories morales et juridiques.

La première partie de l'ouvrage est dédiée à une étude du caractère des conflits contemporains. Pierre Hassner y étudie, en particulier, les liens entre progrès technologique et transformation de la guerre, dans une très intéressante discussion de différents auteurs qui se sont penchés sur le sujet (d'Aron à Van Creveld) et en proposant sa propre typologie. On remarque aussi le chapitre d'Étienne Tassin qui, dans la continuité de ses travaux antérieurs, propose d'aborder la guerre d'un point de vue cosmopolitique, non pas en la pensant comme une continuation de la politique, mais en pensant le politique comme mettant fin à la guerre. Si l'argument ne convainc pas totalement, il est très stimulant et mérite d'être lu et débattu. Il faut également lire l'article

de Daniel Brunstetter (assisté de Megan Braun et d'Amélie Ferey), qui fournit une fine discussion des enjeux éthiques liés à l'utilisation des drones, loin des caricatures militantes d'un Grégoire Chamayou.

La deuxième partie de l'ouvrage aborde la question des relations entre guerre et éthique, avec également plusieurs contributions intéressantes, dont un chapitre de Nicolas Tavaglione sur les implications pacifistes de l'individualisme moral – qui discrédite la permission pour un individu de tuer, élément fondamental de la théorie de la guerre juste –, ou encore un débat par chapitres interposés entre Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Olivier Corten sur la nature des transformations de l'ordre juridique international induites par la doctrine de la guerre préventive.

Enfin, une troisième partie aborde le champ, en pleine expansion, de la justice d'après-conflit (*jus post-bellum*), abordant le thème à travers des sujets intéressants comme la place des excuses dans la justice d'après-conflit, ou en traduisant un texte important du philosophe américain Michael Walzer.

En dépit de l'excellence de certaines contributions et de l'intérêt incontestable des autres, l'ouvrage manque malheureusement d'un thème unificateur fort et, en dépit des meilleurs efforts de Julie Saada dans son introduction, se lit plus comme une compilation de chapitres que comme une discussion à plusieurs voix. En dépit de ce défaut, souvent inhérent aux ouvrages collectifs, le lecteur intéressé par les liens entre guerre, droit et théorie politique trouvera dans ce livre de quoi alimenter intelligemment ses réflexions.

Olivier Schmitt

**PEACELAND. CONFLICT RESOLUTION
AND THE EVERYDAY POLITICS OF
INTERNATIONAL INTERVENTION**

Séverine Autesserre
Cambridge, Cambridge University
Press, 2014, 360 pages

Cet ouvrage propose une nouvelle explication de l'échec des interventions internationales dans différents pays. Basé sur plusieurs années de recherches ethnographiques dans les zones de conflit à travers le monde, de l'Afghanistan au Kosovo, du Burundi à la République démocratique du Congo, en passant par Israël, le Nicaragua, le Timor oriental et le Soudan. L'auteur donne ici une excellente étude analytique centrée sur la conduite sociale des personnes travaillant pour les services des Nations unies, pour les Organisations gouvernementales (OG) ou non gouvernementales (ONG), ainsi que des politiques et diplomates dans différents pays.

Il s'agit de comprendre pourquoi les interventions de paix n'atteignent en général pas leurs objectifs. Qu'est-ce qui explique l'efficacité ou l'inefficacité des efforts de consolidation de la paix internationale, et comment les intervenants peuvent-ils préserver leurs éventuels succès ?

L'auteur passe en revue les habitudes quotidiennes des expatriés au regard des experts locaux. Séverine Autesserre relève la prédominance des intervenants extérieurs et le mépris dont ils font souvent preuve dans la prise de décisions supposées consolider une paix durable; le caractère souvent erroné des informations relatives aux causes des conflits; les grandes inégalités séparant les expatriés des acteurs locaux. L'imposition aux populations locales des valeurs libérales peut créer frustration et conflit entre « faiseurs de paix » et populations supposées bénéficiaires. La consolidation de la paix n'a dès lors plus de sens, devient inefficace, voire contre-productive.

Les pratiques quotidiennes façonnent donc l'intervention globale, dans une dynamique *bottom up*. Les expatriés ignorent trop souvent « écrous et boulons » de la construction de la paix, « ces actions banales, quotidiennes, qui constituent en réalité le fond du travail » – c'est-à-dire répondre aux causes profondes de la violence et du conflit, et aux besoins de la population locale. N'étant plus dans leur majorité des guerres entre États, les conflits actuels impliquent souvent de très nombreux protagonistes, tant civils que militaires. Ils peuvent provenir tant de causes internes impliquant des groupes très divers, que de causes externes liées à des intérêts internationaux concurrents.

Peaceland est aussi un hommage aux personnes et organisations qui tentent de penser différemment. L'auteur avance quelques recommandations, qui visent à surmonter les insuffisances des expatriés. Il ne propose malheureusement pas de stratégie pour une action conjointe, plus coordonnée, des humanitaires dans un esprit neutre, impartial et indépendant. Et l'on peut regretter que l'auteur n'ait guère souligné le rôle de l'État comme acteur majeur de la consolidation de la paix.

Rachel Maendeleo Rutakaza

**SCIENCE ET DIPLOMATIE. UNE
NOUVELLE DIMENSION DES RELATIONS
INTERNATIONALES**

Pierre-Bruno Ruffini
Paris, Éditions du Cygne, 2015,
236 pages

Le sujet de cet ouvrage capte d'emblée l'attention par son originalité. Peu de livres ont abordé avec autant d'ambition les relations internationales par le prisme de la science. Or le sujet pose de nombreux défis que l'auteur s'est efforcé de traiter avec précision.

Ainsi cet ouvrage présente-t-il une analyse de l'évolution des rapports entre science et diplomatie en s'inspirant des expériences des pays avancés en la matière, en Amérique du Nord, dans l'Union européenne ou en Asie. Il montre également l'utilisation de la science dans le cadre des dispositifs créés par les États pour faciliter les relations diplomatiques et *vice versa*. À cet égard, l'auteur réalise un travail remarquable en juxtaposant les divers aspects de l'interdépendance entre science et diplomatie, et fait sienne l'approche formulée dans le rapport de la *Royal Society-American Association for the Advancement of Science* qui préconise la prise en compte des trois dimensions complémentaires : la science dans la diplomatie, la diplomatie pour la science et la science pour la diplomatie.

Le compte-rendu historique de la genèse et de l'intégration de la diplomatie scientifique dans les relations internationales est bien documenté. Le livre apporte également une contribution à la réflexion sur les intérêts stratégiques des nations dans ce domaine et fournit une analyse succincte de l'évolution des liens croisés entre diplomatie et science.

Il offre un très bon éclairage sur la manière dont science et diplomatie sont désormais traitées de préférence de manière bilatérale, même si des questions scientifiques telles que celles liées au changement climatique, aux pandémies, à la faim dans le monde, etc., sont toujours en discussion dans les enceintes multilatérales comme l'UNESCO ou les Académies des sciences en réseau.

Le contenu du chapitre 3 «La science dans les appareils diplomatiques» aurait pourtant mérité d'être plus approfondi : il est essentiel de mieux saisir la façon dont la science influe sur les politiques adoptées par différents

pays. Mais ce chapitre fournit une déduction essentielle : lorsque les économies sont affaiblies, l'importance de la science dans le dialogue diplomatique s'amointrit.

On peut regretter que la nouvelle donne des relations internationales, y compris scientifiques, créée par l'avènement de l'internet ne soit pas suffisamment abordée. Le livre ne tient pas vraiment compte des récents progrès qui ont révolutionné les sciences et leur dimension internationale, tels le renforcement des échanges en ligne et la mise en réseaux des institutions concernées, ou encore la promotion accrue du libre accès (*open access*) à l'information scientifique émanant des organismes de recherche de haut niveau.

L'absence de conclusion solide à forte dimension prospective laisse le lecteur sur sa faim. La «nouvelle dimension» annoncée dans le titre de l'ouvrage aurait pu y trouver sa place, autour des grandes lignes de ce que le monde pourrait espérer dans les années à venir d'un affermissement de la diplomatie scientifique. En dépit de ces réserves, cet ouvrage est appelé à demeurer une référence essentielle pour mieux appréhender les liens entre science et diplomatie.

Boyan Radoykov

ÉCONOMIE

ETHICS IN ECONOMICS. AN INTRODUCTION TO MORAL FRAMEWORKS

Jonathan B. Wight
Redwood City, CA, Stanford
University Press, 2015, 296 pages

Défendre les considérations éthiques en science économique est un défi ardu que J. Wight relève avec succès, dans

un livre clair, sobre et intelligent, où ce spécialiste d'Adam Smith explique pourquoi l'économie ne saurait reposer exclusivement sur des modèles censés maximiser l'utilité.

Pour l'auteur, l'éthique d'un individu peut reposer sur trois principes : la vertu, la règle et la recherche du résultat. C'est ce dernier fondement, plus communément appelé « conséquentialisme », qui est la cible de l'ouvrage. Wight en démonte méthodiquement les trois formes majeures : l'utilitarisme, l'analyse coût-bénéfice et l'« égoïsme éthique ».

Les critiques à l'encontre de l'utilitarisme benthamien sont nombreuses. Se pose d'abord l'épineuse question de l'équivalence ou non du bien-être des différents individus. Ensuite, la recherche de la maximisation du bien-être d'une société implique de se mettre à la place d'autrui, ce qui est évidemment périlleux. Le risque d'injustice est d'autant plus élevé que les mesures du plaisir et de la douleur sont problématiques. À supposer que ces notions soient quantifiables, la logique utilitariste ne peut pour autant intégrer ce qui constitue l'essence d'un individu – telles ses convictions ou son identité.

La remise en cause de l'analyse coût-bénéfice élaborée par Pareto est particulièrement subtile et s'appuie sur deux séries d'arguments complètement disjoints. D'une part, J. Wight reprend les travaux de l'« ultralibéral » James Buchanan sur les coûts d'opportunité et les valeurs non pécuniaires des transactions, pour montrer que les calculs coût-bénéfice sont biaisés. D'autre part, il explique comment la science économique tend à écarter faits et informations non quantifiables pour produire et valoriser des

statistiques discutables. Il défend par exemple l'idée d'Amartya Sen selon laquelle l'Indicateur de développement humain (IDH) reflète mieux la richesse d'un pays que son Produit intérieur brut (PIB).

L'« égoïsme éthique » est certainement le pire des maux aux yeux de J. Wight. Il n'hésite pas à attribuer la paternité de la célèbre devise « *Greed works* » du financier sans scrupule Gordon Gekko dans le film *Wall Street* (1987) à Kenneth Arrow et Frank Hahn. La recherche effrénée du profit à court terme suggère à l'opinion que la cupidité est consubstantielle au libéralisme. Une idée fausse que J. Wight combat au fil des pages. Il réhabilite la figure d'Adam Smith et rappelle que sa *Théorie des sentiments moraux* (1759) accorde une place primordiale à la tempérance et aux règles de socialisation.

Dans ses derniers chapitres, l'auteur nous présente sa conception du libéralisme et du progrès. Une politique de laissez-faire où les acteurs économiques se préoccupent seulement de la maximisation de leurs gains ne peut résoudre certains dysfonctionnements sécrétés par le marché, comme les ententes entre firmes, les asymétries d'information, les externalités négatives et le risque d'aléa moral. De même, un État obnubilé par les inégalités et soucieux de redistribuer les richesses réduit inévitablement les libertés des citoyens sans forcément atteindre son objectif de justice sociale. Finalement, J. Wight incite le lecteur à se méfier de tout modèle fondé sur l'« hyper-rationalité », et rappelle la phrase de Peter Drucker : « Il n'y a rien de plus inutile que de faire efficacement ce qui ne devrait pas être fait du tout. »

Norbert Gaillard

LE BOYCOTT

Ingrid Nyström et Patricia Vendramin
Paris, Presses de Sciences Po,
2015, 144 pages

Refus d'entretenir une relation avec un tiers dans le but d'exercer sur lui une pression, le boycott est une pratique ancienne. Il tire son nom de la décision de Charles C. Boycott d'augmenter en 1880 le loyer de ses terres et de la réaction des membres de la Ligue agraire nationale irlandaise de rompre toute relation avec lui afin de le faire revenir sur sa décision. Cette pratique a connu, au cours de l'histoire de nombreuses applications : boycott du thé anglais par les révolutionnaires américains en 1773, boycott des commerces juifs par les nazis allemands en 1933, boycott de l'Afrique du Sud de l'apartheid, boycott des Jeux olympiques de Moscou par les États-Unis en 1980 – et boycott subséquent des J.O. de Los Angeles en 1994 par les pays du bloc soviétique –, campagne « Boycott, désinvestissement, sanctions » lancée contre Israël en 2005 en réaction contre sa politique de colonisation des territoires occupés...

À l'instar du bannissement, de la mise à l'index, de l'embargo ou du blocus, le boycott vise à affaiblir un adversaire en rompant les liens avec lui. C'est une pratique spécifiquement anglo-saxonne « aussi américaine que *l'apple pie* », écrit joliment Richard Hadkins. On y recourt beaucoup plus fréquemment dans l'Europe du Nord protestante que dans l'Europe du Sud catholique – en France, notamment, cette pratique ne s'est pas encore généralisée – où, selon une grille de lecture typiquement wébérienne, la culture de la responsabilité individuelle serait moins développée. Les « boycotteurs » ont un profil sociologique marqué : jeunes, éduqué(e)s, aisé(e)s et plutôt de gauche.

Il s'agit là d'une action de contestation particulière, en phase avec les valeurs individualistes et post-matérialistes de notre temps. Le boycott résulte d'une décision individuelle, mais il s'inscrit dans un cadre collectif, une « action collective individualisée » selon les termes de Michele Micheletti. Dans la célèbre typologie d'Albert Hirschman, il se situe à la frontière de la défection (*Exit*) et de la prise de parole (*Voice*). Il s'inscrit aux limites de la sphère privée et de la sphère publique, de l'engagement civique – faire un don pour une cause humanitaire, signer une pétition – et de la participation politique – voter, militer dans un parti.

Pour autant, il ne faudrait pas iréniser le boycott et y voir une panacée. Les conditions posées pour son succès sont nombreuses. Un boycott réussi suppose une cible clairement identifiée, l'existence de produits de substitution, une communauté soudée de consommateurs limitant le nombre de *free riders*, le soutien des médias... Le boycott de Shell orchestré par Greenpeace en 1995 a fonctionné, celui de Danone en 2001 a, en revanche, échoué. L'efficacité du boycott suppose qu'il soit associé avec des modes d'action plus classiques : le boycott des produits israéliens ne suffira pas, à lui seul, à mettre un terme à la politique de colonisation des territoires occupés, pas plus que le boycott des J.O. de Moscou n'a à lui seul ébranlé le bloc soviétique.

Ingrid Nyström et Patricia Vendramin montrent que, dans sa variante consumériste d'aujourd'hui comme dans sa forme diplomatique d'hier, le boycott et le *boycott*, son double actif, ont toute leur place dans les formes contemporaines d'engagement militant.

Yves Gounin

THE RISE AND FALL OF NEOLIBERAL CAPITALISM

David M. Kotz

Cambridge, Harvard University Press, 2015, 288 pages

Le point fort de cet ouvrage est sans conteste le chapitre consacré à la mise en place du paradigme néolibéral aux États-Unis à partir des années 1970. David Kotz liste quatre raisons principales ayant renforcé la pensée néolibérale: la chute des profits des grandes entreprises américaines, le développement des législations sociales, le durcissement de la concurrence internationale – surtout européenne et japonaise – et le sentiment de plus en plus répandu que la crise de 1929 n'était qu'un «accident», mettant en cause *de facto* le recours aux politiques keynésiennes. Deux courroies de transmission du néolibéralisme sont étudiées. D'une part, les *think tanks*: l'American Enterprise Institute, la Heritage Foundation et la Hoover Institution ont gagné en audience auprès des milieux d'affaires et augmenté leur budget de façon spectaculaire. D'autre part, une organisation patronale, la *Business Roundtable*, a mené de nombreuses campagnes pour la baisse de la fiscalité, la réduction des dépenses publiques, la déréglementation et une politique monétaire plus stricte, parvenant en 1979 à convertir une organisation traditionnellement modérée, le Comité pour le développement économique.

L'auteur rappelle que les mesures néolibérales ont d'abord été prises dès 1978 sous la présidence Carter, puis généralisées sous Reagan, Bush père, Clinton et Bush fils. Leurs effets sont bien connus: prises de risque démesurées sur les marchés – encouragées par la création de produits financiers sophistiqués –, boom des profits des sociétés, constitution de bulles spéculatives,

stagnation des salaires compensée par un endettement croissant des ménages rapidement étendu aux institutions financières, creusement des inégalités. Le néolibéralisme n'aura pas tenu ses promesses. Il devait stimuler l'épargne et l'investissement, en alimentant la croissance du PIB. Les trois dernières décennies se caractérisent par le surendettement des acteurs publics et privés, l'excès de consommation avec, en point d'orgue, la «Grande Récession» de 2007-2009 qui pèse encore sur les économies industrialisées.

Au fil des pages, le lecteur constate que D. Kotz a peu de considération pour bon nombre de ses collègues économistes et pour les grands dirigeants politiques occidentaux. Les premiers ont été incapables d'anticiper la crise, croyant naïvement que les marchés financiers s'autorégulaient; les présidents successifs de la Federal Reserve (A. Greenspan, B. Bernanke et J. Yellen) sont tout particulièrement égratignés. Les seconds se sont ralliés aux valeurs néolibérales en reniant souvent leurs promesses de campagne, comme Clinton ou Blair.

Le dernier chapitre est franchement déconcertant, gâchant l'analyse rigoureuse jusqu'alors suivie. D. Kotz décrit quatre *scenarii* pour l'avenir du modèle américain: *statu quo* néolibéral, retour à un capitalisme plus régulé, instauration d'une social-démocratie ou avènement d'une société socialiste démocratique. Cette dernière voie semble avoir la préférence de l'auteur: elle offre le triple avantage de préserver la démocratie, réduire les inégalités et régler le problème du réchauffement climatique! Mais Kotz n'étaye pas ce point de vue hétérodoxe: c'est regrettable pour un économiste chevronné qui avait alerté dès 1984 sur les risques de la déréglementation financière.

Norbert Gaillard

HALL OF MIRRORS. THE GREAT DEPRESSION, THE GREAT RECESSION, AND THE USES – AND MISUSES – OF HISTORY

Barry Eichengreen

Oxford, Oxford University Press,
2015, 512 pages

Puisque nous avons appris les leçons de la Grande Dépression, nous avons évité d'en produire une deuxième: cette vulgate consolatrice est, pour Barry Eichengreen, inacceptable. Et il démontre ici à quel point celle-ci est imprécise, mobilisant un genre historiographique sophistiqué, celui des *Vies parallèles* de Plutarque. Tout au long de l'ouvrage, des épisodes de la crise des années 1930 et de celle d'aujourd'hui sont juxtaposés, pour en montrer les similarités – souvent étonnantes, parfois trompeuses. Tout comme celle de Plutarque, la démarche d'Eichengreen n'est pas dépourvue d'une certaine teinte moralisante.

La monographie se structure en quatre parties, chacune couvrant une phase différente du choc: la formation de la bulle financière, son éclatement, la réaction des pouvoirs publics, la normalisation d'après-crise. Par un jeu de miroir systématique, l'auteur essaie de reconstruire le contexte de la prise de décision par les protagonistes des deux époques. Dans cette comparaison, les décideurs qui firent la Grande Dépression ne font pas piètre figure par rapport à leurs homologues d'aujourd'hui. À un niveau plus subtil, Eichengreen s'interroge sur le rôle de l'histoire comme guide à la décision, notamment dans des contextes d'émergence. Son constat est qu'il n'y a pas nécessairement de corrélation entre qualité de l'analyse historique et qualité de la prise de décision: par le hasard du destin, une mauvaise compréhension

du passé a parfois inspiré de bonnes politiques – et vice versa.

L'analyse comparée est ici de nature essentiellement psychologique: son focus est l'influence de l'idéologie et des analogies historiques sur la perception de la réalité par les décideurs. D'autres facteurs auraient pu être pris davantage en compte – par exemple le rôle de la presse et des groupes de pression. Ce qui intéresse Eichengreen, c'est surtout la manière dont le poids du passé a impacté les choix du présent. Le bilan de cette analyse n'est pas flatteur pour les décideurs des deux côtés de l'Atlantique. À Washington comme à Bruxelles, l'inefficacité des mécanismes de coordination, la mémoire biaisée du passé et la force de l'idéologie austéritaire auraient en effet produit le même résultat paradoxal. Par rapport aux années 1930, une meilleure réaction au krach financier aurait produit une pire gestion de l'après-crise, marqué par un bien plus faible regain de croissance.

La conclusion d'Eichengreen s'appuie sur son rejet – manifesté ailleurs – de la thèse de la «stagnation séculaire», selon laquelle la source des difficultés actuelles serait l'impasse du progrès technologique, désormais incapable de générer des taux de croissance comparables à ceux du ^{xx}e siècle. En bon keynésien, l'auteur croit qu'il n'y a guère qu'une seule cause à la faiblesse de nos économies: des politiques macroéconomiques excessivement contractionnaires, menées par des décideurs trop prisonniers de leur vision du monde.

Écrit par un éminent économiste, *Hall of Mirrors* est entièrement un livre d'histoire. En dépit de sa taille imposante, il s'adresse à un vaste public, auquel il offre une source inépuisable d'anecdotes

sur la crise des années 1930, comme sur l'actuelle. Il restera sans doute une référence incontournable dans la littérature sur la Grande Dépression et la Grande Récession.

Stefano Ugolini

PRÉDATION : NATURE, LE NOUVEL ELDORADO DE LA FINANCE

Sandrine Feydel et Christophe
Bonneuil
Paris, La Découverte, 2015,
250 pages

C'est avant tout d'une question éthique et idéologique dont s'inquiètent les auteurs de cet ouvrage. Ils récusent l'idée que la nature puisse faire l'objet d'une forme de commerce et confrontent le lecteur à différentes questions. Comment recréer la nature quand elle a été détruite? Quelle autorité pour légiférer en matière d'environnement? Quel rôle pour les politiques publiques? Il amène le lecteur à percevoir les stratégies de *greenwashing*, comme l'aboutissement d'un mouvement idéologique néolibéral de grande ampleur. Pourtant, ces stratégies pourraient également être perçues comme une réaction des multinationales face à leur propre survie d'« espèce menacée ».

Conçu comme un script de film documentaire – un documentaire portant le même titre a d'ailleurs été rendu public par la chaîne Arte en 2014 – l'ouvrage est conjointement écrit par un chercheur, spécialiste de la biodiversité, et un journaliste. L'enquête démarre en Californie en 1993, où la « mouche des sables Delhi amoureuse des fleurs », classée par le gouvernement américain comme une espèce rare en danger d'extinction,

soulève la fronde des promoteurs immobiliers. Le conflit sera résolu par la création de la première « bio-banque » américaine, une banque qui propose à ses clients des droits à compenser la disparition d'une espèce naturelle.

Retenu comme point de départ de l'ouvrage, cet exemple constitue le prélude d'un enchaînement d'épisodes, retraçant la création des marchés de droits à polluer, ainsi que la montée en puissance des grandes institutions financières et des multinationales dans l'élaboration des politiques publiques de l'environnement.

Les auteurs constatent avec désarroi combien les grandes politiques publiques de l'environnement et de la santé ont été affaiblies sous les administrations républicaines de Ronald Reagan et Georges W. Bush; alors qu'un mouvement idéologique néolibéral amène à considérer la biodiversité comme un actif financier. Aujourd'hui, les grandes institutions financières, elles-mêmes responsables de la crise des *subprimes*, s'attachent à valoriser l'écosystème en fonction des services rendus ou « services écosystémiques », au même titre qu'un produit financier.

L'ouvrage aborde l'avènement des grands mécanismes de la finance carbone et des marchés de l'assurance des risques climatiques. L'activisme conjoint des multinationales et du secteur financier, à travers des groupes de lobby – comme le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBSCD) –, est retracé au fil des entretiens. Vale, le conglomérat brésilien d'extraction minière, est pointé du doigt à plusieurs reprises comme auteur d'une véritable tentative de « mainmise » des multinationales sur leur environnement.

En toile de fond, l'ouvrage évoque la perte d'influence de l'Organisation des Nations unies, pour amener à une transformation fondamentale du modèle de développement économique Nord-Sud. Il aboutit finalement à une analyse originale des stratégies mises en œuvre par les multinationales pour valoriser auprès de leurs actionnaires leurs bénéfices environnementaux, un processus autrement nommé *greenwashing*. Ces véritables opérations de marketing peuvent néanmoins se révéler risquées, comme le rappellent les auteurs, en se référant à la campagne menée par British Petroleum avant la marée noire du Golfe du Mexique.

Aurélie Faure-Schuyer

GÉOPOLITIQUE DU BLÉ. UN PRODUIT VITAL POUR LA SÉCURITÉ MONDIALE

Sébastien Abis

Paris, Armand Colin/IRIS, 2015,
192 pages

Moins médiatisé que le pétrole, le blé est lui aussi un produit stratégique. Cultivé depuis l'Antiquité, il est aujourd'hui consommé partout dans le monde. Cette consommation a crû exponentiellement depuis un siècle. Même les civilisations du riz consomment désormais du blé. La Chine en est même le premier producteur mondial; mais les 115 Mt qu'elle produit chaque année ne suffisent plus à nourrir une population de plus en plus riche et de plus en plus urbanisée.

L'offre a réussi à s'adapter à la demande: la production du blé a été multipliée par sept en un siècle grâce à la «révolution verte», passant de 100 à 700 Mt/an. Les marges de progression semblent cependant désormais réduites: les tensions foncières compromettent l'augmentation

des superficies emblavées, et les limites du progrès technique interdisent d'espérer une hausse continue des rendements. À l'horizon 2100, une population mondiale de 11 milliards d'habitants ne trouvera peut-être pas chaque année le milliard de tonnes de blé nécessaire à son alimentation.

La répartition géographique des producteurs et des consommateurs de blé soulève des questions tout aussi stratégiques. Sa culture est en effet très localisée dans des pays qui bénéficient d'avantages pédologiques, hydrauliques et climatiques. La France compte parmi ces pays-là. Elle est le 5^e producteur au monde et le 3^e exportateur (derrière les États-Unis et le Canada, *ex aequo* avec l'Australie). Les pays riverains de la mer Noire (Russie, Ukraine, Kazakhstan) ont fait un retour marqué sur cette scène internationale depuis la chute du mur. Ce *heartland* céréalier pourrait peser lourd dans les échanges internationaux; mais le conflit entre Russie et Ukraine depuis 2014 obère la constitution d'un *pool* céréalier autour de la mer Noire.

D'autres pays, en revanche, sont des importateurs structurels. C'est le cas des pays du Maghreb qui concentrent le tiers des achats mondiaux de blé: la production y est faible (alors même que l'Algérie fut jadis le grenier à blé de la France métropolitaine), et la demande élevée (la consommation *per capita* y est trois fois supérieure à la moyenne mondiale et deux fois à la moyenne européenne). La question du pain y est hautement sensible. Toute tension sur le marché pouvant entraîner une rupture d'approvisionnement ou une flambée des prix y a des conséquences politiques explosives. Les émeutes de la faim du printemps 2008 le rappellent.

Le commerce international est donc nécessaire pour rapprocher l'offre et la

demande. Il y est d'autant plus fait recours que le blé se transporte aisément. Entre 20 et 25 % de la production mondiale de blé s'exporte – les chiffres correspondant sont 10 % pour le riz et 5 % pour les fruits et légumes. Ce commerce est, pour l'essentiel, organisé par quelques sociétés de négoce. Archer Daniel Midland, Bunge, Cargill et Louis-Dreyfus, réunis sous l'acronyme «ABCD», sont des compagnies familiales qui fuient la publicité. Ces sociétés privées doivent composer avec des offices publics qui, dans certains pays à économie centralisée, conservent le monopole du commerce du blé, et avec des nouveaux acteurs dans les pays émergents.

Le commerce des matières premières façonne la planète. Les ouvrages consacrés à celui du pétrole abondent. On parle moins souvent de celui des céréales et du blé. Sébastien Abis répare heureusement cet oubli.

Yves Gounin

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

LA DERNIÈRE BATAILLE DE FRANCE

Général Vincent Desportes
Paris, Gallimard, 2015, 208 pages

L'alerte est sonnée. Le système de défense français est décalé par rapport à la réalité du monde : dans ses énoncés stratégiques et dans ses moyens. La France se croit défendue, quand elle n'a au vrai qu'un appareil militaire réduit, voué à la démonstration expéditionnaire, sans grande efficacité ni de sécurité à l'extérieur ni de défense à l'intérieur.

Le diagnostic paraît rude, mais s'appuie sur des arguments forts. Le monde

de l'après-guerre froide n'est pas la scène postmoderne dont rêvent des Européens qui se croient défendus sans se défendre, en lorgnant sur des Américains qui, eux, regardent ailleurs. Non seulement les vieilles causes des guerres – la peur, l'honneur, l'intérêt – perdurent, mais les crises ponctuelles entourent l'Europe, l'année 2015 nous le dit assez.

Face à cela, la réduction du volume des forces, les coupes budgétaires incessantes menaçant jusqu'aux investissements, et l'emprise du mirage technologique (on développe des matériels pour eux-mêmes et à l'imitation de l'Amérique) définissent des armées qui n'ont bientôt plus de sens militaire. Des armées qui jettent une empreinte au sol pour se retirer au plus vite, impuissantes à créer sur le terrain les résultats dont pourraient dériver de nouvelles situations politiques. Les guerres doivent doctrinalement être courtes ; mais elles sont concrètement longues : Irak, Afghanistan, demain en Afrique ? Avec quels moyens les mener désormais ?

Affaiblir la composante classique de notre défense, c'est affaiblir nos moyens d'agir, mais aussi notre effet dissuasif global dans un monde dangereux. Il est illusoire, souligne Vincent Desportes, de préserver la symbolique nucléaire au prix de l'érosion de la défense classique : la dissuasion est un tout, techniquement et politiquement.

Face au spectre d'une «armée creuse», il faut sauver les capacités françaises, la personnalité stratégique française, que ni l'OTAN ni l'Union européenne ne peuvent remplacer. Cette personnalité, elle est faite d'une culture stratégique, d'intérêts et de savoir-faire militaires spécifiques. Elle ne peut fonctionner, à son profit et au profit des

autres, qu'appuyée sur des moyens concrets, adaptés aux situations et qui conditionnent le moral de l'institution militaire elle-même. Et puisque l'on parle si souvent de surprise stratégique, seul un appareil d'importance, multivalent, pourrait amortir dans l'avenir une telle surprise. On a certes proclamé voici des décennies la mort des «gros bataillons». La masse demeure pourtant importante, tant pour la force du coup que pour organiser l'après-coup... : cette vérité est trop ignorée d'une vision purement théorique des affrontements internationaux.

Il faut stopper, dit Vincent Desportes, la décadence du système militaire français, qui n'est rien d'autre qu'un raboutage de notre sécurité. Pour cela, reconnaître que la défense importe pour la Nation, qu'elle n'est pas un donné du monde extérieur, qu'elle a besoin d'investissements, de moyens, de débats. Dans ces débats, les voix militaires ont toute leur place. Si Vincent Desportes peut déplorer, dans l'histoire française, «l'excès de déférence du militaire», lui n'en est pas suspect.

Le général fera grincer des dents. Mais la multiplication des crises, l'incapacité politique de l'Union européenne, les états d'âme de l'OTAN et le vague à l'âme des armées justifient le coup de fouet : la défense mérite ce débat.

Dominique David

SURVEILLANCE : LE RISQUE TOTALITAIRE

Franck Leroy

Arles, Actes Sud, 2014, 304 pages

Le processus politico-industriel de surveillance américain se définit par plusieurs aspects, à commencer par sa centralisation autour de la NSA,

notamment pour les enjeux de cryptographie qui sont au cœur des stratégies de surveillance. Cet «appareil tentaculaire» se caractérise par quatre traits saillants : son omniscience, les technologies numériques – avec les objets connectés notamment, pénétrant tous les domaines de la société – sa permanence – l'intégralité des données étant récoltées et analysées en temps réel puis stockées dans une démarche préventive – et son opacité, garantie par l'entrelacs d'acteurs pilotés par l'administration centrale pour perfectionner et compléter son dispositif, allant des sociétés privées sous-traitantes aux industries du numériques en passant – et c'est là un levier de la puissance de ce système – par les institutions de recherche et les universités. Enfin, l'auteur souligne le caractère prioritaire qu'accorde l'État-fédéral à ce système de surveillance, lequel se manifeste par l'importance du budget consacré à l'administration, à la recherche et au développement de nouveaux programmes.

Au-delà de ces aspects techniques et industriels, l'essai de Franck Leroy analyse les racines de la surveillance comme projet et canal d'exercice du pouvoir au service des États-Unis. Le contexte de la guerre froide, et son issue qui a ouvert la voie à un discours de mondialisation néolibéral fortement dicté par les États-Unis, sont des clés permettant de comprendre la naissance de l'industrie de la surveillance. La spécificité de l'approche déterministe et quasi messianique des Américains sur les nouvelles technologies en est une autre.

Enfin, si les États-Unis ont réussi, par leur dispositif de surveillance, à assujettir une grande partie du monde – dont les pays européens qui coopèrent avec ce système –, une majorité

d'États-nations font aujourd'hui des choix technologiques similaires, visant à renforcer leur capacité de surveillance généralisée. Cela s'explique par des théories politiques et philosophiques plus larges qui font consensus dans nos sociétés: l'organisation unilatérale du savoir comme outil de domination et la construction idéologique qui, autour de la dualité «liberté-sécurité», permet d'instituer des mécanismes coercitifs plus ou moins souples.

Ainsi le terme «totalitaire» employé dans le titre se rapporte-t-il aussi bien à l'aspect englobant et holistique de la stratégie de surveillance, mêlant sphères publique et privée, à dimension internationale et déployée sur tous les outils et appareils de connexion, qu'à la définition politique d'un État omnipotent et répressif, actualisée au prisme de la modernité libérale.

Pour le citoyen, le seul rempart possible face à cette dérive totalitaire – ou le «dernier asile de liberté» selon les termes de Mirabeau dont la citation figure en épigraphe –, est la consécration du droit fondamental à la vie privée. L'acteur politique est donc le plus à même de s'opposer à cette course à la surveillance généralisée, même si l'action du citoyen est restreinte par la peur qu'entretiennent les discours sécuritaires d'une part, et par la difficulté à prendre en main les outils numériques de chiffrement d'autre part.

Comme les révélations d'Edward Snowden auxquelles l'auteur rend hommage dès le premier chapitre, cet essai permet donc de dire à tous les acteurs politiques et aux citoyens: «Vous ne pourrez pas dire que vous n'étiez pas prévenus»...

Camille Vaziaga

THE FUTURE OF VIOLENCE. ROBOTS AND GERMS, HACKERS AND DRONES

Benjamin Wittes et Gabriella Blum
New York, Basic Books, 2014,
336 pages

Les récents développements dans les domaines des biotechnologies, des cybertechnologies et de la robotique ont eu un impact important sur les capacités militaires des États, en diversifiant les moyens offensifs à leur disposition. Néanmoins, le coût d'entrée de ces technologies est de plus en plus faible, ce qui signifie que des acteurs privés, comme des entreprises ou de simples individus, disposeront bientôt de potentiels de nuisance encore jamais égalés. Ce nouveau contexte impose de repenser les notions de sécurité, de liberté et de surveillance, tâche à laquelle s'attelle cet ouvrage.

Sa première partie est consacrée à un état des lieux des nouvelles menaces induites par le développement actuel et prévisible des capacités technologiques. L'argument principal des auteurs repose sur l'observation d'une diffusion des capacités offensives à un nombre toujours plus croissant d'acteurs, du fait de la réduction des coûts d'obtention. Les progrès dans les biotechnologies, les capacités cyber et la robotique, ainsi que la diffusion croissante des savoirs dans ces domaines, créent progressivement un monde de menaces multiples. Wittes et Blum observent justement que les capacités défensives évoluent aussi, mais que celles-ci ne sont plus le privilège des gouvernements: citoyens et entreprises doivent, selon eux, prendre leur part dans la protection de la communauté politique. Ceci implique une forme de révolution dans nos conceptions de la sécurité nationale, prérogative traditionnellement du ressort exclusif de

l'État, pour se rapprocher du modèle de la santé publique, qui implique une responsabilité partagée par un grand nombre d'acteurs, y compris certains auxquels on ne penserait pas spontanément – voir notamment les normes d'hygiènes imposées à l'industrie. Pour les auteurs, il s'agit donc de penser désormais un modèle distributif de la sécurité nationale.

La deuxième partie de l'ouvrage évoque les recompositions du contrat social et les transformations du rôle de l'État induites par ces développements technologiques. Les auteurs observent justement que, les menaces étant globales, la notion de souveraineté se trouve remise en question – tout comme la capacité de l'État à protéger ses citoyens en punissant d'éventuels agresseurs – et *de facto* limitée, lorsque ceux-ci se trouvent géographiquement et juridiquement hors d'atteinte. Néanmoins, si la compétence de l'État doit être redéfinie elle ne disparaît pas, ne serait-ce que parce que l'évolution technologique donne aussi tout un nouvel éventail de capacités au Léviathan, par exemple sous la forme de technologies de surveillance. Les lignes consacrées par les auteurs à la nécessaire reconfiguration des relations entre respect de la vie privée, liberté et sécurité sont particulièrement intéressantes, alliant utilement la théorie politique, le droit public et la sociologie.

La dernière partie, prescriptive, est plus inégale mais a le mérite de couvrir les différentes échelles du problème, des réformes à entreprendre au niveau national – surveillance, répartition des compétences entre acteurs publics et privés pour la sécurité nationale –, au niveau de la gouvernance mondiale. Au final, voici un excellent ouvrage synthétique sur les défis politiques et

juridiques posés par la diffusion des nouvelles technologies.

Olivier Schmitt

SUDDEN JUSTICE: AMERICA'S SECRET DRONE WARS

Chris Woods

Londres, Hurst & Co, 2015,

400 pages

Les enquêtes journalistiques sur les drones tueurs et leur déploiement dans les aires de conflit armé, multiples ces dernières années, n'ont pas forcément cherché à remettre en cause les mythes «rassurants» derrière lesquels se retranchent les instances utilisatrices. *Sudden Justice* représente de ce point de vue un ajout bienvenu. Écrit par un journaliste d'investigation britannique, l'ouvrage examine de près la manière dont les États-Unis font usage de drones équipés de missiles ou de bombes, en guerre «conventionnelle» ou dans le cadre de la lutte clandestine contre les mouvances terroristes ou assimilées. L'ensemble s'articule en douze chapitres suivant globalement une trame chronologique. Il évoque les premiers essais opérationnels, décrit rapidement le profil des cibles individuelles de choix, relate l'extension progressive des doctrines d'emploi, expose la manière dont les administrations concernées (USAF, JSOC, CIA) valident ou non le passage à l'acte, et n'oublie pas de donner la parole aux servants spécialisés (pilotes, observateurs, analystes, contrôleurs), de façon à déterminer l'impact psychologique de cette technologie sur ceux qui la gèrent au quotidien. Nourris de nombreux entretiens individuels, étayés par de solides recherches documentaires, ces passages se montrent vivants et instructifs.

Surtout, *Sudden Justice* contient des considérations critiques touchant au caractère soi-disant légaliste des frappes dirigées contre certains ressortissants occidentaux, à la fiabilité des discours et rapports officiels faisant état de dommages collatéraux réduits à des proportions minimales, au degré de précision des outils de localisation et d'identification – optiques, renseignements de terrain, profilages SIGINT probabilistes – utilisés en amont, à la validité profonde des systèmes de légitimation utilisés par les donneurs d'ordres. Plus significatif encore, Chris Woods revient à de multiples reprises sur l'impact contre-productif des frappes non discriminatoires – spécialité de la CIA –, qui génèrent de vastes poussées de ressentiment et de radicalisation parmi les populations touchées, déstabilisent les régimes *a priori* bien disposés, et vont à l'encontre des objectifs nominaux de pacification durable mis en avant par la Maison-Blanche. Pour autant, l'ouvrage se garde de basculer dans la charge accusatoire. Quoiqu'exposé à la désinformation et au *black-out* des bureaucraties concernées, quoique menacé de représailles létales par un «fin dialecticien» du renseignement d'État, l'auteur a su maintenir un discours équilibré, tenant compte des périls que représentent les mouvances extrémistes et des avantages que présente le drone armé, par rapport au support aérien classique. À signaler également que *Sudden Justice* pose sur le président Obama un regard plutôt tempéré, alors même que l'actuel *Chief Executive* a étendu le périmètre des assassinats ciblés ou prétendus tels, et lâché la bride à des instances bureaucratiques peu encombrées de nuances et de remords. Point notable, l'auteur attire quand même l'attention sur les effets de délégitimation profonde et durable auxquels s'expose une puissance dite dominante

qui use et abuse du mensonge officiel pour neutraliser les garanties juridiques de base et masquer ses bavures. Verdict final de l'auteur: pour le moment, la manière qu'ont les États-Unis de solliciter les drones tueurs constitue un exemple à ne pas suivre.

Jérôme Marchand

THE END OF INTELLIGENCE. ESPIONAGE AND POWER IN THE INFORMATION AGE

David Tucker

Redwood City, Stanford University Press, 2014, 256 pages

David Tucker a passé une partie de sa carrière à l'*Office of the Assistant Secretary of Defense for Special Operations and Low-Intensity Conflict*, et comme *Foreign Service officer* en Afrique et en Europe. Il est désormais *Senior Fellow* à l'*Ashbrook Center* de l'université d'Ashland.

Avec son titre prometteur – *The End of Intelligence* –, David Tucker décrit les rapports complexes qu'entretiennent les principaux acteurs internationaux, étatiques ou non, avec le renseignement à l'ère de l'information. À contre-courant d'une pensée commune qui désigne l'information comme *game changer* dans l'exercice du pouvoir, pour le secteur de la sécurité et plus particulièrement du renseignement, David Tucker tente ici de prouver le contraire, ou tout du moins, nuancer cette affirmation.

Le postulat principal de l'auteur est que la révolution informationnelle que traverse la société contemporaine n'a pas radicalement affaibli l'État, ni profondément modifié la guerre et le rapport de forces entre acteurs, étatiques ou non. Pour lui, l'État bénéficie largement de la modification des modes de consommation de

l'information, moyen qui lui permet de garder le pouvoir à la défaveur des groupes armés ou autres mouvements non étatiques. Pour mener au mieux sa démonstration, David Tucker teste son postulat à l'aide de différentes thématiques des *Intelligence Studies*. Il traite de l'information et du renseignement face aux conflits réguliers ou irréguliers, à l'espionnage, ou au contre-espionnage. De plus, il ouvre le débat sur des sujets plus vastes comme le cycle du renseignement et la place du cognitif dans l'analyse.

Au fil des multiples exemples sur lesquels il appuie son argumentaire, David Tucker emmène le lecteur d'aujourd'hui à l'époque romaine, puis au *xvi^e* siècle, d'une manière linéaire qui affaiblit quelque peu son argumentation. Si l'utilisation de cas concrets d'utilisation du renseignement est nécessaire pour la compréhension du lecteur, les théories empiriques bâties à partir de périodes historiques très différentes ne convainquent pas toujours. Un sentiment qui est renforcé par le manque de clarté de la vision de l'auteur sur ce qui différencie une information et un renseignement. La définition même de la révolution de l'information et de ses conséquences paraît négligée au profit d'une analyse conceptuelle assez éloignée des réalités opérationnelles contemporaines. On regrettera, de plus, la faiblesse d'une bibliographie qui oublie des auteurs influents du champ d'étude du renseignement anglo-saxon, en particulier dans le domaine du secret et de la protection de l'information.

The End of Intelligence bouscule quelques idées préconçues, notamment sur l'influence de la révolution informationnelle sur un changement de paradigme de l'espionnage dans nos sociétés. Il suscitera par ailleurs des réflexions intéressantes qui restent sujets de débat,

sans pour autant convaincre entièrement le lecteur de la validité de la théorie de l'auteur.

Julien Mascaro

THE MODERN MERCENARY – PRIVATE ARMIES AND WHAT THEY MEAN FOR WORLD ORDER

Sean McFate
Oxford, Oxford University Press,
2015, 272 pages

Le marché des sociétés militaires privées (SMP) a connu un accroissement important avec les guerres menées par les États-Unis en Irak et en Afghanistan. D'où un renouvellement de l'intérêt pour la problématique de la privatisation de la guerre. L'ouvrage de Sean McFate examine pourquoi et comment les SMP, également désignées par le terme de « mercenaires », ont réémergé à l'époque moderne. Ancien officier de l'armée américaine, l'auteur a été employé pendant plusieurs années par DynCorp – une SMP américaine ayant une importante activité en Afrique – avant de soutenir une thèse de doctorat et de devenir professeur associé à l'université de Georgetown. Il propose ici un ouvrage doublement intéressant : par une recherche empirique originale, il donne accès au monde méconnu des SMP en mobilisant des ressources de terrain difficilement accessibles ; et il étudie la manière dont les SMP peuvent peser sur la politique étrangère, voire influencer sur l'ordre mondial.

Sean McFate entend contextualiser et expliquer la dynamique du marché des SMP en remontant à la fin du Moyen Âge, à une époque où florissaient les mercenaires. Au risque d'exagérer, l'auteur soutient que l'ordre mondial

du XXI^e siècle ressemble plus à celui du XII^e siècle qu'à celui du XX^e siècle... Il se réapproprie ainsi le concept de «néomédiévalisme» développé par Hedley Bull dans son ouvrage *The Anarchical Society: A Study of World Politics* (1977). Le néomédiévalisme est un ordre non stato-centré, qui se caractérise par des autorités et des allégeances enchevêtrées. Les situations actuelles au Liberia et en Somalie en constitueraient des exemples emblématiques. Grâce à des récits de première main, les chapitres sur ces deux pays sont particulièrement riches et intéressants.

L'auteur dénonce ce danger de néomédiévalisme, où les SMP pourraient chercher à déclencher ou à prolonger des guerres dans une logique de profit économique – un risque souligné également par d'autres chercheurs, tel James Patisson ou P. W. Singer. Ce risque serait d'autant plus important que le marché des SMP manque d'une régulation efficace.

Sean McFate esquisse quelques pistes de régulation, mais celles-ci paraissent simplistes. En pratique, l'auteur distingue les «mercenaires» qui participent directement aux opérations et les «entreprises militaires» qui recrutent, construisent et entraînent des forces militaires pour un autre acteur. Cependant, comme l'auteur le démontre dans d'autres chapitres, la démarcation entre les deux est en réalité assez floue: un grand nombre de SMP entrent à la fois dans la catégorie des «mercenaires» et dans celle des «entreprises militaires». McFate estime qu'il est possible d'encourager les «entreprises militaires» tout en pénalisant les «mercenaires». Pour ce faire, il faudrait s'atteler à bâtir un cadre législatif robuste, établir des mécanismes de suivi efficace, encourager certains acteurs – comme l'ONU – à montrer la bonne voie en travaillant avec des entreprises honnêtes et responsables. La loi du

marché pourrait contribuer à éliminer les acteurs les moins recommandables, si les plus gros clients décidaient de ne travailler qu'avec les sociétés les plus vertueuses.

Lou Xinfang

AFRIQUE

AFRICANISTAN. L'AFRIQUE EN CRISE VA-T-ELLE SE RETROUVER DANS NOS BANLIEUES ?

Serge Michailof

Paris, Fayard, 2015, 320 pages

L'auteur, qui a consacré sa vie aux questions de développement, en particulier à la Banque mondiale et à l'Agence française de développement, nous livre une analyse sans concession sur l'Afrique, notamment sahélienne. Dénonçant l'afro-optimisme et l'afro-pessimisme également excessifs, il fait un examen lucide de la situation du continent et propose des solutions pour faire face à des défis qui concernent directement l'Europe.

Le diagnostic est sévère. Globalement l'Afrique semble bien se porter, avec un réel dynamisme économique. Dans certains secteurs la croissance est spectaculaire, soutenue – tout au moins jusqu'à une date récente – par une forte augmentation du cours des matières premières. De grands programmes d'infrastructures ont été lancés et des réformes significatives réalisées. Mais par-delà ces perspectives globales, de grandes disparités existent selon les pays, avec l'apparition notable de nombreux États faillis en Afrique subsaharienne. À cet égard, la situation

et les perspectives des pays du Sahel apparaissent particulièrement préoccupantes : développement de mouvements terroristes, notamment avec l'extension de Boko Haram ; défi démographique avec le doublement prévisible de la population à l'horizon 2050 ; stagnation de la production agricole ; faiblesse du secteur industriel ; possibilité à terme d'un « drame humanitaire d'une ampleur sans précédent historique ». C'est un véritable cri d'alarme que lance l'auteur, si aucune action vigoureuse n'est entreprise. Face à ce défi, la réponse des pays occidentaux ou des grandes institutions financières ne lui paraît ni adaptée ni efficace. Sa critique s'étend d'ailleurs aussi bien aux instances multilatérales, y compris la Banque mondiale, qu'à la politique menée par la plupart des pays donateurs d'aide, à l'exception de la Grande-Bretagne.

Tirant les leçons de ses expériences passées, notamment en Afghanistan, l'auteur trace ensuite des lignes d'action pour répondre à ces défis : consolider les institutions régaliennes, mettre en place au Sahel un Fonds fiduciaire multilatéral, redynamiser l'aide bilatérale, donner la priorité aux États fragiles, mieux coordonner les contributions entre fournisseurs d'aide, et s'appuyer sur les nouvelles élites africaines, souvent de grande qualité.

Si beaucoup de livres ont été écrits sur l'Afrique, celui-ci s'en distingue à plusieurs titres. Il est le fruit non seulement de la réflexion d'un expert reconnu du développement, mais d'une expérience passée aussi bien dans des pays africains qu'ailleurs, notamment en Afghanistan. Manifestement, son expérience récente dans ce dernier pays l'a profondément marqué : le catalogue des erreurs qui

y ont été commises, tant par ses dirigeants que par les donateurs d'aide, est effectivement impressionnant. L'ouvrage se distingue aussi par un ton très personnel, incisif et découpant, qui s'appuie sur des témoignages pertinents, et n'hésite pas à briser le langage politiquement correct. Son propos dépasse d'ailleurs largement l'Afrique, pour s'étendre aux politiques menées aussi bien en matière d'aide au développement que dans le domaine des migrations. En fait, cet ouvrage constitue une large réflexion sur la géopolitique du développement, dont les responsables des pays européens, notamment de la France, devraient s'inspirer avec profit.

Denis Bauchard

OPÉRATION SERVAL. NOTES DE GUERRE, MALI 2013

Général Barrera

Paris, Seuil, 2015, 448 pages

Le général Bernard Barrera, saint-cyrien, fantassin d'origine, a commandé la brigade Serval de janvier à mai 2013 : c'est cette expérience qu'il relate dans *Opération Serval. Notes de guerre*. On l'y suit pas à pas, ce qui offre un point de vue peu commun dans la littérature francophone : celui du commandant d'une force en opération.

La première partie du livre permet de bien comprendre la vie d'une brigade en métropole et constitue une excellente introduction, ainsi qu'un guide, sur l'Armée de Terre pour les non-initiés. On suit ensuite, au jour le jour, le déploiement des unités et, très rapidement, les premières opérations. Au début du mois de février 2013, à mesure de l'avancée vers le Nord, et alors

que l'ennemi semble s'être dérobé, le doute gagne les militaires. La brigade Serval poursuit néanmoins sa progression «vers les confins du Nord et de l'Est» pour débusquer les djihadistes. Elle connaît finalement ses premiers «vrais» combats à Gao, le 10 février. À la mi-février, les premières opérations sont lancées dans le massif de l'Adrar : l'heure est à «la recherche du nid de frelons», et le 19 le voile se déchire enfin. Des combats très durs se déroulent, avec des ennemis qui savent se battre et n'hésitent pas à se faire exploser au milieu des lignes françaises. Ces combats aboutissent à «la prise du donjon de l'Ametettaï» à la fin février.

Le général Barrera décrit également la montée de la pression politique qui, dès le 2 mars, pousse à la réduction des effectifs. La rapidité du transfert des opérations à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) permet de maintenir le mouvement tout en accédant à cette exigence. Au début du mois d'avril, la situation change et les djihadistes adoptent une stratégie d'évitement : la chaleur et ses effets sont désormais les véritables adversaires. C'est alors le temps du repli, lui aussi une manœuvre complexe, et de la stabilisation avec pour objectif de construire la paix.

Le général Barrera nous fait vivre au cœur de son état-major. On comprend dès lors mieux la complexité du commandement d'un outil de combat moderne de 4 000 hommes en opération, notamment dans le cadre du travail de conception des ordres. L'auteur ne cache rien des difficultés quotidiennes, tant en métropole qu'en opération avec, entre autres, les pannes récurrentes de certains véhicules «plus vieux que ceux qui les pilotent»...

De l'ensemble de cet ouvrage, on retiendra surtout l'importance accordée à l'humain. Elle passe par le rôle des chefs, qui doivent «commander, former, éduquer, vivre avec leurs hommes et bien les connaître pour en tirer le meilleur». On reste impressionné par l'importance de la fraternité d'armes, ainsi que par la compétence et le courage des «soldats de 20 ans et de ces chefs de 25 ans». De cette campagne, certains ne sont pas sortis indemnes, marqués physiquement ou psychologiquement. L'émotion n'est d'ailleurs pas absente de ce livre, comme lorsque le général doit annoncer la mort d'un soldat à sa famille.

On vit ici à l'intérieur d'une campagne qui aura été, du début à la fin, «une course folle». Ce livre n'est pas une analyse de plus de l'opération Serval, mais un témoignage sur une histoire de soldats qui montre bien que «cette armée ne vaut vraiment que par ses chefs et les hommes qu'ils commandent».

Rémy Hémez

AFRICA UNITE ! UNE HISTOIRE DU PANAFRICANISME

Amzat Boukari-Yabara
Paris, La Découverte, 2014,
300 pages

La question s'impose en ouverture : comment définir le panafricanisme ? Boukari-Yabara propose : «Le panafricanisme et le pan-négrisme – le sentiment d'une unité sur la simple base d'être noir – sont issus de cette histoire enchevêtrée de la traite, de l'esclavage et de la colonisation, qui a laissé les Africains dans des situations très variées.» L'auteur établit

immédiatement une distinction entre deux termes cruciaux : le pan-négrisme et le panafricanisme. Du point de vue de la généalogie, le premier terme, apparu dans les Amériques diasporiques à la fin du XVIII^e siècle, « désigne la solidarité raciale et la revalorisation culturelle de l'Afrique et de la "race nègre" exprimée dans les premiers récits d'esclaves, dans les ouvrages des premiers théoriciens de la culture pan-nègre, comme Edward Blyden ou W.E.B. Du Bois, et dans les mouvements culturels de la Renaissance noire de Harlem (années 1920) et de la négritude (années 1930) ». Le second terme, quant à lui, fait surface au tout début du XX^e siècle, toujours dans les Amériques, et fait référence à l'évolution progressive du pan-négrisme vers une transformation de « la conscience raciale en un projet politique et géographique, qui vise la libération de l'Afrique du joug colonial » et, plus tard, la négociation du post-colonialisme et du néo-colonialisme par les États-nations indépendants du continent africain et la diaspora noire.

L'histoire du panafricanisme ici retracée nous emporte dans un va-et-vient incessant entre le continent noir et sa diaspora, Boukari-Yabara s'efforçant tout au long de son travail d'éclairer les points de tension (liés au centrage et au décentrage de l'Afrique ou aux différents degrés d'attachement à l'idéal panafricain) dans les discours et pratiques des membres actifs de ce mouvement global qu'est le panafricanisme.

Écrire « une » histoire du panafricanisme, c'est se mesurer à une avalanche de personnalités, de mouvements, d'événements clés, de notions et thématiques. Pour traiter cette masse d'informations, Boukari-Yabara organise son ouvrage chronologiquement et thématiquement. L'ouvrage s'ancre

dans une contextualisation précise et systématique. Il faut trouver là une invitation à regarder le monde et l'histoire sous un angle neuf, à accepter le mouvement incessant caractéristique de l'Afrique et de sa diaspora depuis le début de l'ère moderne, et les ramifications qui en découlent logiquement. Il faut apprendre à regarder par-delà le seul cadre de l'État-nation. La géopolitique et les relations internationales ayant cours entre nations dominantes sont certes pertinentes. Mais la notion de diaspora met par définition à mal ces cadres strictement nationaux et, de fait, toutes les frontières. L'internationalisme constitue le sous-bassement de cette diaspora. L'histoire du panafricanisme est celle d'une toile, d'un réseau en perpétuelle évolution. Un réseau dont les centres sont changeants, passent d'une ville à l'autre (Londres, New York, Paris, Accra, Dar es Salam), d'un continent à un autre (Amériques, Europe, Afrique, Asie). Le triangle originel a perdu et ne saurait perdre un seul de ses côtés. Pour Amzat Boukari-Yabara, l'Afrique constitue néanmoins la base de ce triangle.

Maboula Soumahoro

ASIE

CHINA AND CYBERSECURITY. ESPIONAGE, STRATEGY AND POLITICS IN THE DIGITAL DOMAIN

Jon R. Lindsay, Tai Ming Cheung et Derek S. Reveron
Oxford, Oxford University Press,
2015, 398 pages

À l'origine de cet ouvrage, deux conférences internationales sur la

thématique de la Chine et la cybersécurité, organisées par l'Institute on Global Conflict and Cooperation de l'université de Californie en avril 2012. Les tensions entre la Chine et les États-Unis dans le cyberspace sont alors déjà manifestes, mais elles vont connaître une escalade avec deux épisodes successifs : d'une part, les premières révélations d'Edward Snowden en juin 2013 sur le programme massif de surveillance orchestré de la NSA, et de l'autre l'inculpation de cinq officiers chinois en mai 2014 par le Département de la Justice américain pour « piratage informatique » et « espionnage économique ». Au cœur d'une actualité toujours brûlante, et alors que la question de la cybersécurité demeure sans conteste une pierre d'achoppement des relations sino-américaines, cet ouvrage a le mérite non seulement d'apporter un recul nourri d'une analyse sérieuse et d'une mise en perspective éloignée du sensationnalisme médiatique, mais encore de mobiliser les points de vue de différentes disciplines et de donner les éclairages de spécialistes tant occidentaux que chinois.

Sa première partie, consacrée à l'espionnage et à la cybercriminalité, inclut deux sujets rarement abordés : la question de l'impact réel du cyberespionnage sur la compétitivité économique de la Chine, et l'ampleur avérée de l'économie souterraine chinoise en ligne. On notera que, sur le premier point, les auteurs avancent une thèse pertinente : il n'est pas certain que la Chine puisse suffisamment exploiter les données issues de ses opérations de cyber-enseignement pour en obtenir des résultats opérationnels. Le chapitre sur l'économie souterraine chinoise en ligne est quant à lui précis, étayé d'exemples concrets

et témoigne d'une activité en plein essor, essentiellement tournée vers le marché intérieur chinois.

La deuxième partie de l'ouvrage concerne spécifiquement la doctrine chinoise de la cyberguerre et l'organisation des forces militaires cybernétiques chinoises. Le chapitre le plus novateur porte sur l'intégration civilo-militaire dans le domaine de la cybersécurité, avec la description du rôle et du fonctionnement des unités de milices de guerre de l'information, structures évoluant à la frontière des sphères militaire et civile, et sur lesquelles on ne dispose que de peu d'informations vérifiables.

La troisième partie du livre, consacrée à la politique nationale de cybersécurité chinoise, apporte un éclairage intéressant sur les faiblesses du cyberspace chinois en termes de dispositifs de sécurité et de protection de la vie privée et des données personnelles. Le sujet, très peu étudié, des campagnes de cyberattaques chinoises contre les organisations de la société civile et de défense des droits de l'homme, et la place, révélatrice, du concept de « forces étrangères hostiles » dans l'approche chinoise du cyberspace, retiennent l'intérêt.

La dernière partie de l'ouvrage replace la question de la cybersécurité dans une perspective à la fois sino-américaine et globale : l'interdisciplinarité est requise pour traiter d'un domaine aussi complexe et multidimensionnel. À ce titre, cet ouvrage témoigne excellemment d'une approche décloisonnée qui mérite d'être poursuivie et approfondie.

Candice Tran Dai

THE CHINA MODEL : POLITICAL MERITOCRACY AND THE LIMITS OF DEMOCRACY

Daniel A. Bell
Princeton, Princeton University
Press, 2015, 336 pages

Dans cet ouvrage, Daniel A. Bell, professeur à l'université Tsinghua (Pékin), approfondit sa réflexion sur le dépassement de la démocratie libérale. Il part du constat que la crise de la gouvernance et la crise de la représentation affaiblissent considérablement l'attractivité des démocraties électorales dans le monde, ouvrant ainsi le champ des possibles pour les autres pays. Bell s'appuie ainsi sur l'expérience de la Chine, où l'ignorance et l'incompétence supposées des citoyens, et l'idée d'un régime fonctionnant selon le principe de méritocratie politique, sont mis en avant pour réfléchir à une alternative. L'auteur fait preuve de pragmatisme : puisque l'introduction de l'élection des dirigeants centraux est pour l'heure inenvisageable en Chine et que le Parti unique n'est pas prêt de tomber, il faut sans doute se concentrer sur les réformes et améliorations possibles du système.

Daniel Bell présente tout d'abord les limites d'une conception minimaliste, procédurale, de la démocratie : la tyrannie de la majorité, la tyrannie de la minorité (oligarchie), la tyrannie de l'électorat et la tyrannie de la concurrence entre individualistes. Ces objections bien connues lui permettent de présenter les atouts du modèle méritocratique, qui pourrait aider la Chine à éviter ces écueils. Daniel Bell cherche notamment à désacraliser le principe une personne = une voix (*one man, one vote*). Il rappelle que même lorsque des dirigeants comme Barack Obama souhaitent faire avancer les choses et réduire les inégalités de revenus par

exemple, les groupes d'intérêt les empêchent. Pour simplifier, la Chine souffre du problème inverse : les dirigeants sont davantage en mesure d'agir, notamment contre les inégalités, mais ils manquent de motivation pour le faire. Or il est sans doute plus aisé de redonner cette motivation aux dirigeants chinois que de réformer un système politique qui bloque les actions des dirigeants bien intentionnés. En ce qui concerne la sélection de « bons » dirigeants, dont dépend en grande partie l'attractivité du système méritocratique, il propose d'évaluer les compétences intellectuelles, sociales et morales des dirigeants avec un ratio de l'ordre de 60-20-20 ; c'est-à-dire une sélection respectivement par les pairs, les supérieurs et les subordonnés du dirigeant, censée minimiser les tendances au conservatisme, à la jalousie, au favoritisme et à la corruption. Il présente ensuite les trois principales limites du système méritocratique : la corruption, l'ossification des hiérarchies politiques, et le déficit de légitimité. Bell, même s'il se dit conscient de l'imperfection du système méritocratique existant actuellement en Chine – à laquelle il consacre le dernier chapitre –, estime qu'il faut travailler à la réalisation de l'idéal chinois d'un système combinant démocratie aux échelons inférieurs, expérimentation aux échelons intermédiaires, et méritocratie aux échelons supérieurs.

Bien que caractérisé par un optimisme parfois surprenant quant à l'évolution politique de la Chine, cet ouvrage facile à lire est à recommander : il s'agit en effet d'une des réflexions les plus stimulantes offertes ces dernières années sur le système politique chinois, et par extension l'impasse à laquelle un bon nombre de démocraties sont arrivées.

Émilie Frenkiel

THE MAKING OF INDIAN DIPLOMACY: A CRITIQUE OF EUROCENTRISM

Deep K. Datta-Ray
Londres, Hurst & Co, 2015,
380 pages

L'objectif de cet ouvrage est de démontrer que la diplomatie indienne n'obéit pas à une rationalité de type occidental et ne reproduit guère l'héritage du Raj britannique. Ses sources d'inspiration, plus anciennes et endogènes, ne peuvent s'appréhender que sur la longue durée.

Les diplomates indiens inscrivent leur action dans un paradigme que l'on ne saurait associer à la « modernité ». D'après Datta-Ray, la modernité est intrinsèquement occidentale et intrinsèquement violente. Dans sa définition moderne et occidentale, la diplomatie fonctionne sur une dynamique linéaire et duale : elle présuppose que le monde est anarchique et conçoit sa finalité comme une quête pour restaurer la paix, fût-ce au moyen de la coercition ou de l'assimilation de « l'Autre ».

On pourra s'étonner de cette définition quelque peu systématique, mais du moins permet-elle de mieux décrire, par effet d'opposition, le paradigme dans lequel s'inscrivent les diplomates indiens. Il s'agit en l'occurrence du « cosmos », c'est-à-dire d'une conception globale selon laquelle tout est unifié, tout est en relation avec tout, tout est une variation du tout unifié. Une telle conception permet d'éviter la violence et favorise un rapport empathique au monde, puisqu'il n'est jamais question d'un « Autre » différent et à conquérir, mais seulement d'une variation du cosmos et, somme toute, de soi-même.

Datta-Ray montre que le paradigme du cosmos sous-tend les principales

sources historiques et philosophiques à l'origine de la diplomatie indienne. C'est le cas de la plus importante d'entre elles, le *Mahabharata*, qui façonne aujourd'hui encore l'univers mental des diplomates indiens. C'est le cas, aussi, des pratiques diplomatiques de la cour indo-moghole du XVI^e au XVIII^e siècle. C'est le cas, enfin, des pères de l'Indépendance, le Mahatma Gandhi et le Premier ministre Nehru, dont l'approche – de la politique pour le premier, de la diplomatie pour le second – relevait fondamentalement d'une conception en termes de cosmos.

Tout en faisant la part belle à la réflexion théorique, cet ouvrage fournit d'éclairantes observations de terrain, l'auteur ayant passé plus d'un an au sein du corps diplomatique indien. Il apparaît ainsi que l'Indian Foreign Service (IFS) a fortement perdu de son prestige et qu'il n'attire plus les premiers au classement général du concours de la fonction publique. Ces derniers lui préfèrent de loin l'Indian Administrative Service, administration centrale indienne. Les Affaires étrangères recrutent donc des lauréats sortis plus bas dans le classement.

À cela s'ajoutent les effets de la discrimination positive. En 2014, sur 483 diplomates, 277 étaient issus de la politique de quotas en faveur des classes les plus défavorisées. De ce fait, le corps diplomatique indien est de moins en moins occidentalisé. Jadis cénacle d'une « élite anglophone » et « symbole de modernité », l'IFS a en somme subi un processus de « vernacularisation », qui le rend aujourd'hui plus représentatif de la société indienne.

D'abord peu aisé, avec un jargon parfois abstrait et une utilisation kaléidoscopique de citations théoriques (de Der Derian à Barthes en passant par

de Certeau), cet ouvrage n'en mérite pas moins le détour. La richesse de son appareil théorique et de sa recherche historique, de même que son inventivité méthodologique, débouchent sur une analyse originale, qui contribue utilement au corpus général des études sur les diplomaties non européennes.

Isabelle Saint-Mézard

DEMOKRASI. INDONESIA IN THE 21ST CENTURY

Hamish McDonald
New York, Palgrave MacMillan,
2015, 278 pages

Voici un récit vivant et accessible de l'évolution de l'Indonésie moderne, des premiers mouvements indépendantistes à l'arrivée au pouvoir de Joko Widodo à l'été 2014. Son auteur est l'ancien directeur de la rédaction «Asie» du *Sydney Morning Herald* et de la *Far Eastern Economic Review*. Il a publié plusieurs ouvrages sur l'Indonésie de Suharto (*Suharto's Indonesia*, 1981) et les exactions perpétrées au Timor oriental (*Death in Balibo, Lies in Canberra*, 2001 et *Masters of Terror: Indonesia's Military & Violence in East Timor in 1999*, 2002). Aperçu historicisé plutôt que travail d'historien, le présent livre entend saisir la profondeur des événements tout en relevant le défi de la concision.

Inévitablement, plusieurs raccourcis peuvent y être décelés. Ainsi, l'on aurait pu attendre plus de développements sur les dynamiques sociales qui ont accompagné les grandes transitions politiques évoquées, et sur leurs ramifications internationales qui ne sont abordées qu'à la marge. *Demokrasi* offre néanmoins un précieux éclairage sur la vie politique du pays, dans un style qui reflète le talent journalistique

de l'auteur, notamment lorsqu'il met en relation les événements et leurs traces ou lieux de mémoire.

L'ouvrage souligne la trajectoire exceptionnelle de l'Indonésie depuis la *Reformasi* – période de transition qui a suivi la chute de Suharto en 1998 –, particulièrement à la lumière des difficultés rencontrées par d'autres transitions, comme celle qu'a connue l'Égypte depuis 2011. Il montre cependant les difficultés que la «nouvelle Indonésie de l'ère de la réforme et de la démocratie» a héritées de la «vieille Indonésie autoritaire». Les rigidités administratives, la corruption ou le «copinage» entre milieux politiques et économiques, constituent autant d'entraves aux réformes. La récurrence de la violence politique, depuis l'indépendance, a donné naissance à des tabous – en particulier sur les massacres de 1965 – et à une culture d'impunité pour les donneurs d'ordre – notamment pour les violences meurtrières de 1998 et au Timor oriental. La centralité accordée par l'auteur aux interactions interindividuelles dans les arcanes du pouvoir politique et économique met en lumière la complexité de la scène politique indonésienne, et le jeu parfois trouble de personnalités héritées de «l'Ordre nouveau» – par exemple Megawati Sukarnoputri ou le général Prabowo, candidat malheureux aux élections de 2014.

Autre qualité du livre: il présente les enjeux de la décentralisation et les difficultés qui subsistent dans les régions marginales de l'Indonésie. Le processus chaotique qui a abouti en 2005 à l'autonomisation de la région d'Aceh y occupe ainsi une place importante. De manière plus significative encore, un chapitre entier est consacré à la Papouasie occidentale, région à part du fait de son intégration tardive et

contestée à l'archipel, de la situation économique et sociale de ses habitants et surtout du traitement que lui réserve l'administration indonésienne – elle en fait une zone quasi interdite aux médias étrangers dans un pays où la liberté de la presse est devenue la norme.

Hamish McDonald livre un récit sensible et bien construit, descriptif mais personnel, qui permet aux lecteurs pressés d'aborder la politique indonésienne avec un recul qui a trop souvent manqué aux analyses qui ont précédé, ou suivi, la dernière élection présidentielle.

Delphine Alles

LA GUERRE D'INDOCHINE. DE L'INDOCHINE FRANÇAISE AUX ADIEUX À SAIGON

Ivan Cadeau

Paris, Tallandier, 2015, 624 pages

La guerre d'Indochine dispose désormais d'un ouvrage donnant l'état de la recherche tout en offrant un récit clair des événements. Il s'inscrit dans un cadre chronologique élargi (1940-1956), permettant de dépasser les bornes traditionnelles qui font débiter le conflit au bombardement d'Haiphong en 1946 et l'arrêtent à la signature des accords de Genève en 1954.

Le premier chapitre nous renseigne ainsi sur les origines de la présence française dans la péninsule et surtout sur le rôle crucial de l'Empire du Japon dans son déclin. Le conflit n'aurait jamais pris la même tournure si la quasi-totalité du dispositif politico-militaire français en Indochine n'avait été « décapité », au sens propre comme au figuré, par les Japonais au soir du 9 mars 1945 (on pourra

d'ailleurs regretter que l'auteur ne nous donne pas sa propre évaluation des pertes françaises lors de ce coup de force).

Ivan Cadeau, auteur d'une thèse sur l'arme du génie en Indochine, montre admirablement l'inadaptation initiale du corps expéditionnaire à un terrain accidenté et à un adversaire évanescant. Si ces faiblesses demeurent, elle sont progressivement compensées par un effort d'adaptation des forces françaises, par le développement de troupes aéroportées, de divisions navales d'assaut, et surtout la formation d'une armée nationale vietnamienne à partir de 1949, armée qui devait compter plus de 150 000 hommes à la fin de la guerre.

Mais c'est l'année 1950 qui constitue le véritable tournant du conflit avec l'arrivée des communistes chinois aux frontières du Tonkin et la mise en place d'un soutien matériel considérable au Viêt-Minh: celui-ci peut ainsi développer son propre « corps de bataille » et pour la première fois espérer défaire l'armée française sur son terrain. C'est une première fois le cas avec l'évacuation de Cao Bang et le désastre de la RC4 – erreurs et responsabilités sont ici parfaitement analysées, tout comme leur résonance politique.

L'arrivée dans ce contexte du général de Lattre de Tassigny a été longtemps mise en avant comme le point haut de l'effort français en Indochine. S'il reconnaît les succès de Vinh Yen et les victoires défensives de l'année 1951, Ivan Cadeau démontre aussi très bien le mirage qu'ils ont pu constituer, en particulier avec la bataille de Hoa Binh qui a conduit à sacrifier le « Tonkin utile » sur l'autel d'une illusoire « victoire décisive ».

La fin de la guerre est plus connue, mais l'auteur ne la néglige pas pour autant, consacrant un long chapitre à la bataille de Dien Bien Phu et à ses conséquences. Il conclut en revanche par un chapitre plus original sur les longs adieux du corps expéditionnaire à l'Indochine, les dernières troupes ne quittant le Vietnam qu'en 1956 – poussées dehors tant par les Américains que par une demande croissante d'effectifs pour l'Algérie.

C'est un ouvrage nécessaire que signe ici Ivan Cadeau et qui devrait rester longtemps une référence. On appréciera particulièrement les allers-retours savamment dosés entre analyses stratégiques des états-majors et témoignages, parfois poignants, de combattants au plus près du champ de bataille. Une raison de plus de regretter que l'éditeur ait été réticent à inclure un appareil de notes faisant honneur aux nombreuses années passées par l'auteur dans les archives.

Élie Tenenbaum

EUROPE

THE EURO AREA CRISIS IN CONSTITUTIONAL PERSPECTIVE

Alicia Hinarejos
Oxford, Oxford University Press,
2015, 300 pages

Le livre d'Alicia Hinarejos, *lecturer* à l'université de Cambridge est d'une grande actualité: un regard d'euro-péaniste analyse les implications constitutionnelles de la crise de la zone euro pour l'Union européenne et ses États membres. L'asymétrie de l'Union économique et monétaire (UEM) a

contribué au déclenchement de la crise qui, à son tour, a modifié les principes de l'Union.

Face à la crise de la dette souveraine, l'Union risquait d'un côté d'aller au-delà de ses compétences, de l'autre de se montrer inefficace: on attendait d'elle qu'elle fit beaucoup à partir de peu. Les réformes adoptées – stabilisation par la BCE et les mécanismes d'assistance financière, amélioration de la surveillance budgétaire et de la coordination économique, renforcement de la régulation financière et création d'une union bancaire – n'ont pourtant pas conduit à donner à l'UE une compétence fiscale et économique.

Le contrôle accru des finances publiques a augmenté le déficit social de l'UE. Bien que les politiques sociales demeurent nationales, la marge d'action des États se réduit en fonction des besoins de réduction des budgets.

Parmi les effets de ces réformes, l'ouvrage critique l'approche intergouvernementale: le Mécanisme européen de stabilité et le *Fiscal Compact* sont des traités internationaux, hors des garanties de contrôle démocratique et juridictionnel de l'UE. Cet «*executive federalism*» a augmenté les pouvoirs des gouvernements et du Conseil européen, ainsi que de la Commission et de la Banque centrale européenne, et signale le passage d'une UEM «*rules-based*» à l'exercice du «*policy-making*».

Le besoin de flexibilité de la zone euro se heurte à l'exigence d'unité de l'UE et aux intérêts des pays membres n'ayant pas adopté l'euro. Ce clivage va s'aggraver si l'intégration se poursuit pour renforcer la stabilité de l'UEM. D'autres raisons de conflit émergent, par exemple autour de la proposition d'une coopération renforcée sur une taxe des transactions financières.

Quant aux options futures, l'ouvrage identifie d'importants obstacles constitutionnels à l'intégration, même en cas de révision des traités : la distribution des pouvoirs entre UE et États, l'absence de légitimité démocratique et de solidarité financière, l'identité constitutionnelle des États – qui serait invoquée par les cours constitutionnelles, et au premier chef le *Bundesverfassungsgericht* –, et la conciliation entre un noyau dur fort intégré et une Union plus large.

Pour Hinarejos, l'UE fait face à deux modèles idéaux. Le premier est celui du fédéralisme fiscal classique, avec une autorité fiscale et un trésor centralisés. Le second est celui d'une consolidation de la surveillance budgétaire et économique existante : l'UE deviendrait un « *discipline enforcer* », mais les États garderaient leur compétence fiscale. Bien que le premier modèle semble plus radical, la poursuite d'une surveillance renforcée mènerait à des limitations de l'autonomie des États et à des problèmes de légitimité démocratique tout aussi graves, et sans débat correspondant. Ce livre constitue un premier pas bienvenu pour prendre conscience des enjeux des mutations constitutionnelles en cours en Europe.

Giuseppe Bianco

EN FINIR AVEC LA GUERRE FROIDE. LA FRANCE, L'EUROPE ET LE PROCESSUS D'HELSINKI, 1965-1975

Nicolas Badalassi
Rennes, Presses Universitaires de
Rennes, 2014, 448 pages

Le paneuropéen est resté, jusque dans l'historiographie la plus contemporaine, l'un des mondes les plus « héroïques »

de la diplomatie française (d'après l'expression de Mary E. Sarotte). Un monde dans lequel, selon les canons de la tragédie, seule la finalité est connue – la réunification pacifique de l'Europe et sa stabilité autonome garantie par un nouvel équilibre de puissances –, ni la causalité ni *a fortiori* la temporalité de l'histoire ne l'étant vraiment. Selon cette charge désormais bien connue, la France se serait contentée de vivre jusqu'en 1991 sur la belle idée du dépassement des blocs par leur seule réalité tangible, les nations.

Ce n'est pas le moindre des mérites de Nicolas Badalassi que d'offrir une vision bien plus nuancée de cette histoire au prisme de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), l'une de ses entreprises les plus emblématiques, dans laquelle la France fait tout à la fois face à ses responsabilités d'État membre de l'Europe des Six (puis des Neuf), d'alliée fidèle à l'OTAN en dépit de ses singularités assumées, et de nation européenne en quête d'une détente véritablement européenne, cherchant un équilibre entre le C de Coopération et le S de Sécurité, entre le poids des nations et la logique des blocs.

L'ouvrage montre parfaitement l'évolution des malentendus qu'entretient Paris avec Bonn – frontière Oder-Neisse, renonciation au nucléaire, risque de neutralisation *via* la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) –, Moscou – multilatéralisation des traités germano-soviétiques –, et Washington – tentation du condominium. Il montre aussi l'ambivalence de la Coopération politique européenne, première expérience des Neuf en politique étrangère, qui ne traite toutefois que d'enjeux civils, et dans laquelle Paris, sous couvert de refus d'une approche de bloc à bloc, défend un

schéma intergouvernemental afin, notamment, de préserver un canal privilégié avec Moscou et, ainsi, une position de conciliateur de plus en plus menacée par le condominium soviéto-américain.

Enfin, l'ouvrage analyse avec clarté et rigueur les longues négociations de la CSCE, surtout dans la première corbeille (sécurité) dans laquelle Paris soutient Bonn dans son combat contre le principe d'intangibilité des frontières et promeut avec succès ceux du changement pacifique des frontières et de non-intervention dans les affaires intérieures.

Au bilan, si la CSCE ne constitue à aucun moment une fin en soi – dès 1975 le Quai réinvestit les relations bilatérales –, avec le temps toutefois les Français perçoivent Helsinki comme ce « piège » qui contribue à la fin pacifique de la guerre froide en transmettant le « virus de la liberté ».

Ces apports historiques, qui font la part belle aux enjeux culturels, nourriront aussi les réflexions des politistes sur les pratiques diplomatiques, sur les *linkage* entre sécurité, économie et culture, ou encore sur les leçons théoriques de la Détente – la volonté des superpuissances de préserver une position privilégiée d'arbitre, et celle de Paris et Bonn d'y accéder, illustre la justesse des réflexions de Michel Crozier sur la puissance (*La Société bloquée*, 1972), que le courant institutionnaliste-libéral américain (Cohen & Nye) a très vite reprises au service d'une critique bienveillante du réalisme structurel de Waltz, mis à mal par les conceptions européennes de la Détente – mais bien vite réhabilité par la « guerre fraîche ».

Guillaume de Rougé

RUSSIE

DANS LA TÊTE DE VLADIMIR POUTINE

Michel Eltchaninoff

Paris, Solin/Actes Sud, 2015,

176 pages

Des biographies de Vladimir Poutine publiées en français cette année, celle de Michel Eltchaninoff est de loin la plus convaincante. L'observateur de la chose poutinienne était resté sur sa faim depuis l'opus de F. Hill et C. Gaddy (2013), qui dressait un portrait psychologique du président russe au miroir de ses sept « identités ».

L'auteur, philosophe spécialiste de Dostoïevski, examine ici les sources intellectuelles expliquant le tournant conservateur de V. Poutine à son retour au Kremlin en mai 2012. Ce retour s'est révélé plus ardu que prévu avec la contestation de l'hiver 2011-2012. Le président a alors cherché à mobiliser autour d'un projet conservateur contre un Occident présenté comme l'ennemi. S'amorce dès lors un tournant anti-occidental, attisé depuis 2013 et l'affaire ukrainienne. L'auteur relève que c'est en septembre de cette année que la *doxa* conservatrice de V. Poutine échet lors d'un discours au Club Valdai. Pour M. Eltchaninoff, si le fond de l'idéologie de V. Poutine est soviétique (attachement au patriotisme, au militarisme, à la notion d'empire), sa pensée s'appuie sur trois socles.

Premièrement le conservatisme, qui s'exprime par l'idée que l'Occident s'est engagé dans une voie décadente, a oublié ses racines chrétiennes, et se reconnaît dans un relativisme généralisé : « [Son projet] vise à prendre la tête du mouvement conservateur en Europe – c'est-à-dire opposé à l'homosexualité,

à l'athéisme, au cosmopolitisme, à Internet [...]». Parmi les sources philosophiques de cette pensée, l'auteur cite des auteurs orthodoxes pré-révolutionnaires longtemps interdits : par exemple le moine Konstantin Leontiev, dont il rappelle l'influence dans la «révolution conservatrice» dans l'Allemagne des années 1930 ; est aussi mentionné le philosophe monarchiste Ivan Illine, dont la vision prophétique de l'après-communisme est reprise par Poutine.

Deuxièmement, la «voie russe»: la Russie suit une voie propre et combat un Occident qui veut l'encercler, à commencer par les États-Unis. Cet énoncé s'inspire des écrits du philosophe slavophile Nikolai Danilevski (XIX^e siècle), qui prédit l'affrontement entre la Russie et l'Europe: «On ne peut nier que la Russie soit trop énorme et trop puissante pour être seulement l'une des grandes puissances européennes.» Mais il renvoie aussi à Soljenitsyne, partisan «d'un pouvoir fort et d'une voie spécifique pour la Russie».

Enfin, l'eurasisme se traduit par l'ébauche d'une Union eurasiennne, censée concurrencer l'Union européenne. Poutine se réfère ici à l'historien et ethnologue Lev Goumilev qui, adepte d'une lecture biologique-naturaliste, met l'accent sur l'«énergie vitale» des sociétés: elle serait ascendante en Russie et descendante – voire destructrice – en Occident. Défendant la vision d'une «grande puissance eurasiennne», L. Goumilev a influencé les travaux d'Alexandre Douguine, géopoliticien et principal théoricien actuel de l'eurasisme, très influent pendant l'opération en Crimée.

À la lecture de l'ouvrage, on se demande si le millefeuille idéologique sur lequel Poutine s'appuie est autre chose qu'un

instrument destiné à modeler les rapports de force à son avantage. Ressort néanmoins le portrait d'un dirigeant habile, pragmatique, et en évolution constante. En cela, ce livre est fort utile pour approcher un personnage plus complexe que l'image qui en est projetée par les médias, et comprendre les conflits où la Russie est engagée.

Julien Nocetti

CONFLICT IN UKRAINE: THE UNWINDING OF THE POST-COLD WAR ORDER

Rajan Menon et Eugene B. Rumer
Cambridge/Londres, MIT Press,
2015, 248 pages

Reconnaissant la difficulté d'écrire sur un objet d'étude mouvant, les auteurs affirment que le terme de «crise» est ici malvenu, ne donnant qu'une définition partielle d'une situation d'une rare complexité. Les événements qui affectent l'Ukraine depuis près de deux ans doivent d'abord être analysés, selon les auteurs, au travers de ses origines socio-historiques, depuis la création de l'Ukraine comme État-nation souverain. L'ouvrage ne s'attarde que peu sur les principales étapes de la crise – EuroMaïdan, intervention russe en Crimée, guerre dans le Donbass – sauf pour mentionner l'imbrication d'une multitude de facteurs internes et externes qui a provoqué l'éclatement d'un abcès dont les germes étaient depuis longtemps présents.

L'analyse des acteurs de la crise constitue le cœur de l'ouvrage: aussi bien la Russie que l'Union européenne et l'OTAN ont eu – et ont toujours eu – leur rôle à jouer dans la destinée de l'Ukraine. Pour les auteurs, il faut voir dans les actions de Moscou une continuité de politique étrangère plus

qu'un changement abrupt, corollaire de la consolidation de la puissance russe dans le monde, en commençant par l'« étranger proche », et du durcissement du régime poutinien autour de fondements idéologiques bien identifiés: « monde russe », eurasisme, nationalisme économique, valeurs antioccidentales, etc. C'est la réponse apportée par le Kremlin en Crimée et dans le Donbass qui est sans précédent, et était par conséquent difficilement prévisible.

De l'autre côté, les auteurs reprochent à l'Union européenne, non sans raison, son manque de clarté dans le Partenariat oriental, et l'absence d'unité politique dans ses engagements vis-à-vis de Kiev. La logique atlantiste finira par reprendre le dessus: selon les auteurs, la situation en Ukraine va forcément rendre l'OTAN plus forte en termes de missions et de cohésion.

Plus analytique, la fin de l'ouvrage s'attache à proposer des scénarios d'évolution pour l'Ukraine, le conflit gelé étant la perspective la plus probable, avec un Donbass devenant un protectorat russe. Une invasion militaire plus poussée en territoire ukrainien serait un « dernier recours » pour Moscou, alors qu'une victoire ukrainienne dans l'Est est jugée « improbable ». Quel que soit le scénario retenu, les défis restent immenses pour Kiev en termes de reconstruction économique et de réconciliation politique.

Les auteurs concluent sur l'idée que la situation en Ukraine met à mal l'ensemble de l'architecture de sécurité européenne post-guerre froide – ce qui participerait de la création d'un nouvel ordre politique et militaire européen, qui risque de voir l'apparition de plusieurs crises semblables dans les années à venir. Si l'Ukraine n'est dès

lors qu'un épiphénomène, l'analogie proposée par les auteurs concernant la période d'août 1914 prend tout son sens: la succession d'« accidents » sécuritaires en Europe pourrait dégénérer par inadvertance en une conflagration majeure. Cette sombre perspective nous rappelle que ces deux dernières années auront marqué un retour à l'usage de la force en Europe et la recréation d'une division Est-Ouest durable « version XXI^e siècle ».

Mathieu Boulègue

MOSCOU-CAUCASE – MIGRATIONS ET DIASPORAS DANS L'ESPACE POSTSOVIÉTIQUE

Adeline Braux

Paris, Éditions Petra, 2015,

346 pages

Dans l'espace postsoviétique, la migration n'est pas un nouveau phénomène. Mais elle s'est transformée avec l'ouverture du rideau de fer et l'effondrement de l'Union soviétique. La Russie est rapidement devenue un pays d'émigration, d'immigration et de circulation. Entre 1989 et 2002, elle a accueilli près de 11 millions de personnes, avec un solde migratoire largement positif. La plupart d'entre elles venant des autres États de la Communauté des États indépendants (CEI).

On effectue ici une passionnante plongée dans cette immigration, plus précisément celle en provenance du sud-Caucase – Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. Son objet est l'étude de l'insertion des immigrés dans la société russe, des transformations qu'elle engendre aux niveaux micro – cellule familiale, tissu communautaire – et macro – relations entre le

pays d'origine et ses immigrés –, sur une période d'un quart de siècle et deux générations. L'ouvrage, clair et précis, et qui s'appuie sur un important travail d'enquête de la fin des années 2000 en Russie, en Azerbaïdjan et en Géorgie, couvre des domaines peu explorés, comme notamment la migration azerbaïdjanaise.

L'auteur commence par brosser un tableau général du paysage migratoire en Russie en revenant sur des phénomènes essentiels de la période soviétique dont l'impact se fait sentir après 1991 : en dépit d'une volonté constante de contrôler la mobilité, les migrations internes y étaient en effet nourries. Puis Adeline Braux présente les évolutions de la politique d'accueil, faisant ressortir les mesures particulières dont fait l'objet la main-d'œuvre originaire de la CEI et l'enjeu que celle-ci constitue pour la Russie. Il ressort de son analyse que la vision russe est avant tout sécuritaire et utilitariste. Dans les chapitres suivants, l'auteur étudie les réseaux migratoires et leur impact sur l'entrepreneuriat immigré, sur les « marqueurs identitaires » qui permettent aux immigrés sud-caucasiens en Russie de « faire communauté » (langue, religion, système de valeurs), sur la perception des Caucasiens en Russie, sur les pratiques transnationales qui permettent aux sud-Caucasiens de faire le lien entre leurs pays d'origine et d'accueil. Elle analyse aussi le rapport du pays d'origine à ses expatriés, montrant que le double cadre de référence induit par la migration est compatible avec la préservation de la communauté.

Plusieurs points novateurs ressortent de cet ouvrage. Mentionnons l'émergence, maintes fois constatée au fil de ce travail, de l'immigration familiale, tant redoutée par les autorités russes,

qui révèle leur difficulté à maîtriser les flux migratoires en un temps où la Russie ne peut simplement plus se passer d'une immigration. Le phénomène du regroupement familial est désormais manifeste dans les écoles à Moscou, où existent depuis quelque temps des classes pour enfants non russophones. Le fait que les immigrés continuent très majoritairement à choisir un conjoint originaire de leur pays d'origine conduit également à la transformation de la migration de travail en migration familiale. Les solidarités caucasiennes au niveau des sociétés est un autre point remarquable, tant elles tranchent avec les profondes dissensions qui prévalent entre les trois États du sud-Caucase. Cet ouvrage confirme par ailleurs que « le rejet de l'immigration et des étrangers » est largement partagé en Russie. Les sud-Caucasiens font partie de ceux qui sont victimes des manifestations récurrentes d'intolérance.

Anne de Tinguy

DIPLOMATIE DE L'ARROGANCE. LE CAS DE LA RUSSIE DANS LES PAYS BALTES

Emilija Pundziute-Gallois
Paris, L'Harmattan, 2015,
186 pages

L'ouvrage d'Emilija Pundziute-Gallois constitue un apport inédit à la littérature pourtant abondante sur les relations entre la Russie et les pays Baltes. Dans ce livre, l'auteur mêle des notions de science politique, de psychologie et de philosophie pour rendre compte de l'attitude dédaigneuse de Moscou à l'égard des trois pays Baltes. Elle qualifie cette attitude de « diplomatie de l'arrogance » et montre la manière dont cette diplomatie se déploie dans un contexte d'asymétrie de puissance.

Parler d'arrogance, tout d'abord, implique une idée de subordination de l'autre pour mieux se mettre en valeur. La partie historique permet ainsi au lecteur de comprendre que la Russie est convaincue de la légitimité de sa supériorité sur les pays Baltes, qui ont été vassalisés à l'époque tsariste puis soviétique. Moscou fait preuve d'une certaine nostalgie de la période où elle dominait ses voisins et paraît convaincue de son statut de grande puissance. Une forme de fierté s'exprime dans ses pratiques diplomatiques. Lorsque les échanges commerciaux, les investissements, les transports ou encore le tourisme sont au cœur de cette diplomatie, Moscou se montre pragmatique et rationnelle. Mais lorsque des dossiers beaucoup plus sensibles et politiques sont en jeu, comme la question des minorités russophones en Estonie et en Lettonie, la gestion de la problématique de Kaliningrad ou les manifestations liées aux interprétations divergentes de l'histoire, la Russie affiche une intransigeance mâtinée d'orgueil pour donner plus de poids à ses tentatives de déstabilisation des trois pays, voire leur inspirer de la crainte.

L'auteur illustre sa thèse par deux exemples: l'arme énergétique – pour la Russie, les ports baltes demeurent la voie de sortie idéale de ses hydrocarbures, tandis que les États baltes importent pétrole et gaz russes pour leur consommation propre et surtout pour les revenus qu'ils tirent du transit – et les exercices militaires à la frontière. Enfin, l'auteur analyse l'attitude du personnel russe en poste dans les capitales baltes, qui y développe une certaine propension à traiter de façon impérieuse les trois pays, que ce soit en reléguant les représentants baltes à un statut hiérarchiquement inférieur ou en distribuant bons ou mauvais points, à l'instar d'un professeur s'adressant à ses élèves.

La thèse de l'auteur finit par emporter l'adhésion du lecteur, même si la forme de l'ouvrage est parfois problématique. Des maladresses de style, notamment un jargon parfois difficilement compréhensible et des références désordonnées en notes de bas de page parasitent la fluidité de la lecture. Passées ces maladresses de forme, ce petit opus inaugure une passionnante étude à venir, puisque l'auteur poursuit ses recherches dans le cadre d'une thèse de doctorat. Dans un contexte où la Russie est à la recherche de ses éléments de puissance, Emilija Pundziute-Gallois démontrera-t-elle la pertinence de la fameuse citation de La Bruyère: «À quelques-uns l'arrogance tient lieu de grandeur»?

Matthieu Chillaud

MOYEN-ORIENT

LA QUESTION KURDE À L'HEURE DE DAECH

Gérard Chaliand et Sophie Mousset
Paris, Seuil, 2015, 160 pages

Cet ouvrage de Gérard Chaliand, excellent connaisseur des Kurdes dont il est depuis plusieurs décennies le compagnon de route, vient à point nommé pour contextualiser les péripéties d'une actualité kurde très chargée. Depuis le printemps 2014, les Kurdes se retrouvent en effet au cœur des réflexions sur l'avenir du Moyen-Orient, du fait de la brutale montée en puissance de l'organisation État islamique (EI) en Syrie et en Irak. Le livre traite donc de la classique «question kurde», mais reprise «à l'heure de Daech». Une rivalité particulière se joue désormais entre les deux acteurs – combat qui rend paradoxalement les revendications territoriales historiques des Kurdes plus acceptables pour l'Occident.

Gérard Chaliand retrace l'histoire des Kurdes au xx^e siècle pour expliquer la complexité des dynamiques présentes, et esquisse en conclusion quelques réflexions sur l'avenir du Moyen-Orient. L'ouvrage décrit surtout en détail la situation des Kurdes irakiens. Le récit de leur inlassable combat pour la reconnaissance et une forme d'indépendance met en lumière la méfiance persistante de l'actuel gouvernement régional du Kurdistan (GRK) d'Irak à l'égard de Bagdad, mais aussi les divisions qui minent le GRK lui-même, entre barzanistes et soutiens de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ou du mouvement Gorran. L'auteur semble d'ailleurs sans illusions sur les difficultés qu'éprouvent les communautés kurdes à s'unir autour d'un projet politique viable, et à le faire avancer, par la voie légale ou par les armes. L'inertie des comportements sociaux, mais aussi le divisionnisme sévère dont souffrent les mouvements kurdes, freinent au bout du compte le développement et la démocratisation des communautés. La capacité même à se concevoir comme nation est mise en doute, Gérard Chaliand relevant notamment que chez les Kurdes d'Irak, « l'identité est d'abord religieuse, et aussi fondée sur l'*asabiyya*. Tout évolue lentement, particulièrement chez ceux qui n'ont pas voyagé [...] L'intérêt national n'est pas le souci majeur des élites ».

La personnalisation de l'histoire kurde par son auteur fait la valeur du livre, et sa limite. On y lira par exemple des anecdotes de première main sur le rôle pionnier de la diplomatie française en soutien aux Kurdes. L'ouvrage n'est pas exempt d'une certaine fascination pour la violence héroïque des groupes armés, avec lesquels l'auteur a frayed dans sa jeunesse, et qui restent présentés de façon quasi romantique. Les fantômes exotiques des Forces armées

révolutionnaires de Colombie (FARC) et des tigres tamouls rôdent, sur fond d'évocation de la guerre du Viêt Nam et de citations de Franz Fanon. Cette généalogie personnelle de l'insurrection est certes utile pour comprendre le *mix* idéologique et les méthodes des groupes militaires kurdes, issus de la matrice marxisante. Gérard Chaliand s'enthousiasme aussi pour le modèle politique que le Parti de l'union démocratique (PYD) syrien – correspondant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) turc – impose dans ses « cantons » kurdes (ou kurdisés). D'autres critiqueraient, déjà, la gestion autoritaire et clientéliste de cette « République du Rojava ». Par contraste, l'appréhension du phénomène Daech reste parcellaire et l'ouvrage se perd dans la description d'un théâtre syrien extrêmement confus. On regrettera également que les Kurdes de Turquie trouvent à peine leur place dans le récit régional de Gérard Chaliand : les dynamiques politiques turco-kurdes de ces dernières années témoignent pourtant d'une intéressante maturation dialectique de la question nationale kurde – que le sursaut militaire anti-PKK ne réduit pas nécessairement à néant.

Dorothee Schmid

PEACE NEGOTIATIONS IN PALESTINE. FROM THE SECOND INTIFADA TO THE ROADMAP

Ahmed Qurie (« Abu Ala »)
Londres, I.B. Tauris, 2015,
320 pages

Ahmed Qurie, plus connu sous le nom d'Abu Ala, était un proche de Yasser Arafat et fut un acteur majeur de la vie politique palestinienne. Négociateur des accords d'Oslo en 1993, présent aux rendez-vous manqués de Camp David, il continua de

jouer un rôle important comme président du parlement puis comme Premier ministre, jusqu'à la victoire du Hamas aux élections de 2006. C'est un homme de dialogue, qui a cru à la possibilité d'un accord sur la base des deux États. Ce livre fait suite à deux autres ouvrages qui se rapportent à la période 1993-2000, et couvre la période 2000-2006. Par-delà son titre, il retrace toute l'histoire des événements qui se sont déroulés pendant ces six années, riches en péripéties et marquées de violences.

Le point de départ est l'échec de Camp David, qu'Abu Ala a très mal vécu. En effet, le président Clinton et Ehud Barak blâment les seuls Palestiniens. Naturellement, Abu Ala récuse cette analyse et, de fait, comme l'a révélé plus tard Robert Malley, qui a participé à la négociation du côté américain, les choses étaient plus complexes, et les torts au moins partagés. Cependant, après cet échec, les négociations reprennent à Taba en janvier 2001, sur la base des « paramètres de Clinton » : un texte est alors élaboré. Le négociateur palestinien et l'envoyé spécial de l'Union européenne Miguel Moratinos estiment que l'on était très proche d'un accord. Mais on est à la veille des élections israéliennes et l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon rompt la dynamique de la négociation.

Dès lors, les violences s'enchaînent. La seconde *intifada*, dont le catalyseur a été l'irruption de Sharon sur l'Esplanade des mosquées le 28 septembre 2000, prend de l'ampleur après sa prise de fonction. Ces années sont donc marquées par un contexte très défavorable à de véritables négociations : l'ensemble de la Cisjordanie est de nouveau occupé, les camps de Jenine et Naplouse sont « contrôlés », l'armée israélienne investit Ramallah et fait le siège de la résidence d'Arafat, un « mur de séparation » est construit à l'est de la Ligne verte, les

colonies de peuplement se développent à Jérusalem-Est comme en Cisjordanie. Ce contexte aurait pu tuer toute tentative de négociation. Mais l'auteur montre comment le fil des contacts n'a jamais été perdu. Dès décembre 2001, une rencontre secrète a lieu entre Abu Ala et Peres, à l'époque ministre des Affaires étrangères de Sharon. On évoque l'action de l'administration Bush pour débloquer la situation : envoi au Moyen-Orient de Colin Powell, commission Mitchell, mission Tenet, mise en place du Quartet et définition de la Feuille de route. Mais la négociation s'enlise, voire agonise, faute de véritable volonté politique.

Abu Ala décrit de façon lucide cette période et ses tentatives de négociation, ne cachant pas que, du côté palestinien, de nombreuses erreurs ont été commises et que l'influence des éléments les plus radicaux a pesé lourd dans la recherche d'un accord. Tout en étant un acteur engagé, il évoque les positions de ses interlocuteurs en termes mesurés, faisant une large place aux déclarations et documents publiés de part et d'autre. C'est le livre d'un homme de bonne volonté, dont les déclarations récentes montrent qu'il ne croit plus à la solution des deux États, alors qu'il en était un défenseur déterminé du côté palestinien.

Denis Bauchard

THE UNRAVELLING, HIGH HOPES AND MISSED OPPORTUNITIES IN IRAQ

Emma Sky

Londres, Public Affairs, 2015,

402 pages

L'auteur, universitaire britannique et professeur à Yale a été en poste en Irak de 2003 à 2010. Elle a été conseillère politique du colonel représentant de

L'Autorité provisoire de la coalition à Kirkouk, puis du général Odierno qui a commandé la 4^e division d'infanterie au nord du pays, puis la Coalition de 2008 à 2010. L'universitaire qui avait participé aux manifestations contre l'intervention américaine en Irak s'est donc retrouvée au cœur du dispositif d'occupation.

Le caractère souvent anecdotique de son témoignage peut agacer. Suivant un ordre chronologique, elle décrit par le menu des rencontres d'un intérêt inégal, avec notables locaux, personnalités irakiennes ou leurs collaborateurs. Attachée aux détails, elle n'omet pas de décrire les conditions de déplacement peu confortables, raconte la vie sociale à l'abri de la zone verte – y compris les loisirs. On est frappé par sa fraîcheur d'esprit, pour ne pas dire une certaine naïveté, dans ses réactions face aux militaires américains et à la violence qu'elle côtoie sur le terrain, ou en visitant la prison d'Abou Ghraïb. Elle se garde de porter un jugement sur l'action des principaux responsables américains civils ou militaires, et ne cache pas son admiration pour le général Petraeus, qui a rétabli une situation catastrophique, comme pour le général Odierno, tout en relevant leur mésentente.

Emma Sky n'est certes pas la Gertrude Bell de l'Irak contemporain, comme son éditeur la présente, et son poids sur les décideurs ne semble pas avoir été déterminant. Elle n'apporte pas d'élément vraiment inédit dans l'histoire du fiasco diplomatique et militaire de l'intervention américaine. Son témoignage est cependant intéressant, dans la mesure où il montre la lucidité des responsables américains sur la situation irakienne et sur ce qu'il conviendrait de faire, en même temps que leurs innombrables fautes politiques ou psychologiques. L'auteur rappelle ainsi le démantèlement du parti Baas et de l'armée, qui a entraîné dans la région de Kirkouk la

démission forcée de centaines de professeurs et de médecins, désorganisant totalement les services publics. Elle note également que les autorités américaines ont en quelque sorte « libanisé » l'Irak dès le début de l'occupation, en s'appuyant sur les différentes communautés faute de trouver des personnalités irakiennes véritablement légitimes.

Intéressant également est son récit des relations entre les responsables américains et le gouvernement Maliki – avec lequel la confiance n'a jamais existé –, et la façon dont, après les élections contestées de 2010, les États-Unis ont appuyé sa reconduction contre Iyad Allawi, dont le parti *Iraqiya* détenait pourtant un nombre supérieur de sièges. Washington pensait que Maliki serait un meilleur rempart contre l'influence irakienne : la suite prouverait le contraire.

Ce livre souligne le double échec américain : la démocratie et la stabilité n'ont jamais été instaurées en Irak ; et le pays tend à devenir un protectorat de l'Iran. Y a-t-il eu des occasions manquées ou cette évolution était-elle évitable ? L'ouvrage penche pour la première option. On peut en douter : l'échec était inscrit dès le départ comme le président Chirac l'avait prédit.

Denis Bauchard

LA NOUVELLE TURQUIE D'ERDOGAN, DU RÊVE DÉMOCRATIQUE À LA DÉRIVE AUTORITAIRE

Ahmet Insel

Paris, La Découverte, 2015,

216 pages

Cet ouvrage décrit les évolutions du régime turc depuis 2002, année où le Parti de la justice et du développement (AKP)

s'installait à l'improviste dans le paysage politique pour y régner en maître jusqu'à aujourd'hui. Il retrace précisément les années AKP, soulignant les tournants du régime, les étapes de la personnalisation du pouvoir d'Erdogan, les transformations de la doctrine du parti, devenu selon l'auteur un pur instrument de contrôle de la société turque.

Mais le livre propose également une réflexion sur les continuités de la culture politique turque, de la fondation de la République en 1923, sur des bases ottomanes que revendique aujourd'hui l'AKP, jusqu'aux derniers succès d'Erdogan. On comprend mieux ainsi comment le système Erdogan s'est coulé dans les contours presque inchangés du récit national turc, s'appuyant sur des *habitus* sociaux bien ancrés. Relativisant l'image familière d'une révolution AKPiste en rupture avec la Turquie kémaliste, l'auteur explique pourquoi la société turque accepte les reprises en main successives par son actuel président.

Pour Insel, la modernisation du régime turc est liée depuis l'Empire ottoman à une crispation autoritaire. Atatürk-sauveur a ancré l'idée d'un État légitimement tout puissant pour assurer la survie et la sécurité des citoyens. Dans l'imaginaire collectif turc, séparation des pouvoirs, pluralisme et participation mettent potentiellement en danger l'État, dont les gouvernants sont les «propriétaires». L'autorité sans frein de l'État apparaît ainsi naturelle à des «citoyens amnésiques», que l'endoctrinement éducatif a rendus peu critiques. Critiquant l'élitisme kémaliste, l'islamisme turc a su associer les couches populaires à la gestion du pouvoir, élargissant le contrat social qui reposait dès les premiers temps de la République sur un nationalisme ethno-religieux – l'islamisme étant, pour

Insel, un pilier traditionnel de la droite turque. Un réflexe de darwinisme social réactive en outre constamment les clivages ethniques (Turcs/Kurdes) et religieux (majorité sunnite/minorités religieuses, chrétiens ou alévis). Au prétexte de reconnaître la diversité du pays, l'AKP montre du doigt les minorités, prônant une coexistence «à l'ottomane», qui sous-entend une hiérarchie essentialiste et ramène les allogènes à leur condition de soumission non négociable. La relation à l'Occident apparaît de même ambiguë, alternativement modèle et ennemi; si l'AKP cherche aujourd'hui le tête-à-tête avec les États-Unis, c'est pour mieux dénoncer la trahison des Européens qui n'ont pas voulu de la Turquie dans leur «club chrétien».

La rapidité des enchaînements politiques turcs est impitoyable. Si Insel détaille de façon fort convaincante les insuffisances du modèle économique de l'AKP, il apparaît en revanche trop optimiste sur le dossier kurde, dont il évoque les «acquis irréversibles». L'émergence d'une mouvance politique pro-kurde de gauche et les performances électorales du Parti démocratique des peuples, le HDP (13 % des voix lors du scrutin législatif de juin 2015), sont certes des signes presque inespérés de renouvellement du marché politique. Mais la succession d'attentats frappant cette nouvelle communauté politique, la reprise des affrontements entre le PKK et les forces de sécurité turques, les rafles massives de militants kurdes et le *black out* imposé aux médias sur toutes les questions de sécurité douchent aujourd'hui tout optimisme analytique. Si une démocratisation a bien eu lieu en Turquie, c'est à l'usage unique de l'AKP. Seule la possibilité d'une alternance garantira la pérennité du processus.

Dorothee Schmid